

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Nouveaux Problèmes (D. Manouïlsky). — Les Leçons d'un coup d'Etat : Questions à méditer par les Partis communistes (G. Zinoviev). — La Session de l'Exécutif élargi (suite). — Le Mouvement syndical : Le Travail pratique du Congrès du Bâtiment (Maurice Chambelland). — A bas les Syndi-

cats (Lozovsky). — La Semaine. — Les Anarcho-Syndicalistes hollandais font la scission (V. Godonnière). — Une Résolution de l'Exécutif élargi de l'I. C. sur la Question Syndicale. — Coups de Faucille. — Le Mouvement Syndical et les « Autonomistes » (A. Bouchez). — Bibliothèque Communiste.

Nouveaux Problèmes

DANS l'histoire du mouvement ouvrier international, la dernière session de l'Exécutif élargi n'aura pas, selon toute apparence, une importance moindre que le IV^e Congrès.

Certes, le IV^e Congrès était beaucoup plus nombreux, l'écho de ses débats était beaucoup plus grand dans la presse européenne et ses décisions avaient une importance décisive pour le sort de partis aussi importants, par exemple, que le Parti français ; mais il était consacré à un travail minutieux, il « tâta » à fond les différentes questions de l'Internationale. C'était en quelque sorte l'application pratique du *centralisme* dans la structure organique de l'Internationale, application assurée par la fixation des principes centralistes fondamentaux dans ses thèses spéciales.

Au IV^e Congrès, par son « immixtion dans les affaires intérieures » des partis français et italien, de même que, récemment, dans les affaires du parti allemand, l'I. C. a brillamment démontré l'utilité des méthodes centralistes dans ses rapports d'organisation avec ses différentes sections. C'est pourquoi la récidive décentraliste actuelle des partis communistes scandinaves paraît un phénomène arriéré, provoquant l'étonnement général des membres de l'Exécutif élargi.

Trois problèmes tactiques fondamentaux émergent au premier plan des débats. On ne saurait dire que quelques-uns de ces problèmes, comme celui de la question nationale, soient entièrement nouveaux. Mais ils apparaissent dans une nouvelle perspective, comme des problèmes d'actualité évoluant parallèlement à la transformation de notre Parti communiste mondial de parti d'opposition révolutionnaire aux gouvernements bourgeois en parti de masse de lutte véritable pour la prise du pouvoir.

La croissance du mouvement communiste dans tous les

pays fait de nous non seulement un parti de héros sachant mourir glorieusement pour la cause des travailleurs, mais encore un parti de politiciens (1) révolutionnaires sachant vaincre, appréciant rationnellement la corrélation des forces, assumant la défense des masses laborieuses et opprimées. Nous ne sommes pas des romantiques de la révolution, mais les révolutionnaires de l'action pratique. Et nous devons d'autant plus développer en nous cette dernière qualité que nous sommes entrés dans la phase de « la lutte finale » sur le front mondial.

Dans cette lutte finale, il peut y avoir des répit, des afflux et des reflux de la vague révolutionnaire ; il peut surgir des gouvernements social-démocrates, ouvriers et même paysans ; nous pouvons subir par endroits et par moments de lourdes défaites ; mais, tout cela ne saurait changer le caractère fondamental de l'époque actuelle.

Dans la période historique que nous traversons, nous sommes le parti de la victoire et non le parti de la défaite, nous sommes le parti des intérêts de la majorité et non des intérêts de la minorité de la nation. Et si nous partons de cette nouvelle conception de notre rôle, engendrée par la révolution victorieuse d'octobre, pour aborder les débats de l'Exécutif élargi, nous découvrons les trois problèmes fondamentaux suivants :

Tout d'abord, la question du gouvernement ouvrier et paysan pour les pays d'Europe Occidentale ; ensuite, la question nationale ; en troisième lieu, la question de la forme centraliste de l'organisation de l'Internationale, qui, seule, nous assure la possibilité de mettre en action la masse du prolétariat international. C'est à l'examen de ces trois problèmes que nous consacrerons nos articles.

(1) Dans le sens étymologique du terme, naturellement ! (N. de la H.)

Le Gouvernement Ouvrier et Paysan

Quand, au III^e Congrès, sur la base de l'expérience allemande, l'I. C. posait la question du « front unique », elle poursuivait deux buts fondamentaux. Il nous fallait avant tout transformer nos Partis communistes — jusqu'ici groupes d'opposition détachés de l'ancienne social-démocratie et menacés de se momifier, de devenir des sectes fermées — en partis de masses capables de diriger l'action pratique du mouvement ouvrier. D'autre part, il nous fallait précipiter la désagrégation de l'ancienne social-démocratie, arracher à son influence les masses ouvrières qui la suivaient encore par inertie, lui enlever les cadres de militants dont l'expérience en matière d'organisation et de politique dépassait celle des jeunes éléments entrés dans le Parti communiste après la guerre.

Ces deux tâches, après le premier reflux de la vague révolutionnaire en Occident (défaite de la révolution en Europe Centrale) étaient étroitement liées à la conception de la période d'alors comme période préparatoire à de grandes batailles. Il eût fallu n'avoir aucun sens du réel pour songer à la victoire sur le capitalisme alors que des millions d'ouvriers continuaient de rester dans les rangs de l'ancienne social-démocratie et des syndicats jaunes qui s'étaient faits l'instrument de la politique bourgeoise et contre-révolutionnaire.

Et, fait caractéristique : l'opposition à la tactique du front ouvrier unique naquit précisément dans les partis qui, comme le Parti français d'alors, étaient les moins aptes aux batailles révolutionnaires, couvraient leur passivité d'une phraséologie extrêmement « gauche » et se trouvaient le plus fortement sous l'influence de la conception du Parti ouvrier comme opposition au gouvernement bourgeois, sans aspirations aucune à la prise du pouvoir.

L'histoire a tranché notre différend avec les adversaires de la tactique du front unique. Dans l'I. C., il n'y a plus maintenant non seulement de courant, mais même de voix isolées contre cette tactique. Il n'en pouvait être autrement. Si le Parti communiste allemand est devenu une force politique de premier ordre avec laquelle doivent compter les partis bourgeois et social-démocrate d'Allemagne, s'il a étendu son influence sur les comités d'usines et presque deux millions d'ouvriers syndiqués, c'est exclusivement parce qu'il s'est immiscé pratiquement dans la lutte quotidienne de la classe ouvrière et a bataillé contre les traîtres social-démocrates dans les ateliers, et non pas seulement dans les bureaux de rédaction des journaux.

En même temps, si l'organisation internationale des ouvriers des transports se met en opposition à Amsterdam et se déclare prête à collaborer avec l'Internationale Syndicale Rouge, cela prouve que les tâches que nous nous assignons en arborant le mot d'ordre du front ouvrier unique sont bien près d'être accomplies, non pas seulement dans tel ou tel parti national, mais à l'échelle internationale.

Il s'agit ici, non pas du front ouvrier unique amenant l'emprise organique des partis communistes sur les couches d'ouvriers qui, hier encore, étaient dans les rangs de la social-démocratie, mais du front politique unique de différentes classes pour le renversement du capitalisme. Si, hier encore, pour nous préparer à la

conquête du pouvoir, nous nous assignons la tâche d'étendre notre influence sur la majorité de la classe ouvrière, aujourd'hui pour réaliser la prise du pouvoir nous nous efforçons d'étendre notre influence sur les masses laborieuses paysannes d'une part, et sur les nations opprimées et les peuples coloniaux, de l'autre.

Vues sous l'angle de l'idée de la prise du pouvoir, la question de la paysannerie et celle des nations opprimées par le capitalisme revêt un nouvel aspect. Tel est le fil directeur des débats sur la question nationale et celle du gouvernement ouvrier et paysan.

Où faut-il chercher la source d'une position de la question aussi réaliste et profondément révolutionnaire ? Certes, dans la Révolution d'Octobre. La Révolution russe a été la plus grande école révolutionnaire pratique, qui a dissipé toutes les illusions d'ordre subjectif. En octobre 1917, le Parti bolchevik se trouvait devant une tâche extraordinairement difficile : conquérir, et surtout maintenir le pouvoir politique, dans un pays à population composée, dans la proportion de 90 % de paysans et dans la proportion de 45 % d'éléments allogènes, dont beaucoup étaient encore à l'état nomade. Et cette tâche, la Révolution russe, au cours des six années douloureuses qu'elle a traversées, l'a remplie.

Pendant que nos mencheviques dissertaient sur le caractère non-prolétarien de notre révolution, qu'ils qualifiaient d'émeute militaire, de jacquerie, de communisme asiatique, notre parti entraînait dans la lutte contre la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers des millions de travailleurs de nationalités diverses, créait, cimentait dans le sang l'union du tisserand moscovite avec le paysan de Rjazan, de Poltava, du Turkestan. C'est là la grande leçon de notre révolution à laquelle ont fortement réfléchi nos camarades européens.

Mais, est-ce à dire que nous voulions transporter mécaniquement en Occident les rapports d'un pays non arrivé à maturité au point de vue socialiste, considérer la révolution européenne à travers le prisme de notre expérience russe restreinte ? En posant, pour des pays aussi développés que l'Angleterre et l'Amérique, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, ne commettons-nous pas une sorte de faute slavophile ?

Il est parfaitement possible que l'on nous adresse ces reproches, lorsque le télégraphe portera au loin la nouvelle de nos débats. Pour répondre, il suffit de se souvenir comment le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été internationalisé par nos camarades d'Amérique.

Dans ce pays, où le capitalisme est exceptionnellement développé, et les masses du prolétariat particulièrement nombreuses, nos camarades américains, devant la ruine d'une grande partie des exploitations agricoles des fermiers se sont trouvés dans la nécessité d'arborer le mot d'ordre du gouvernement des ouvriers et des fermiers pauvres.

On nous objectera peut-être que la faiblesse du Parti communiste américain, incapable d'influencer la masse du prolétariat à la remorque des Compers, a forcé nos camarades à suivre l'exemple russe, à s'accrocher à la paysannerie, et que la recherche d'un appui dans cette dernière prouve la faiblesse du Parti communiste dans

le prolétariat. Mais alors pourquoi la social-démocratie allemande, encore extrêmement forte dans la classe ouvrière, est-elle obligée d'arborer le mot d'ordre de notre Révolution d'Octobre : « La terre au peuple »

Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de la force ou de la faiblesse des partis qui cherchent à s'appuyer sur la paysannerie ; il s'agit d'augmenter le poids spécifique de cette dernière à l'époque que nous traversons. Du moment que nous entrons dans la période de collision ouverte avec le capitalisme, nous ne pouvons ignorer les immenses réserves paysannes sans rôle politique indépendant dans la lutte pour le pouvoir, mais qui seront l'allié le plus puissant du parti qui aura su les gagner.

Et comme, à l'époque actuelle, le régime capitaliste se disloque, il est naturel que la paysannerie s'appauvrisse, qu'elle soit de plus en plus mécontente et disposée à soutenir le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Voilà le fait nouveau qui oblige l'I. C. à accorder la plus grande attention au rôle de la paysannerie dans la révolution mondiale.

Si l'on considère l'efficacité du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan par rapport aux différents pays, il convient de signaler son importance particulière pour les États que la guerre mondiale a fait rétrograder au point de vue économique. Prenons, par exemple, les États limitrophes de la Russie : la Lettonie, l'Esthonie, la Lithuanie.

La Lettonie, dont, avant la guerre, la structure économique était assez avancée, qui avait son industrie propre travaillant pour le marché russe et un prolétariat nombreux, s'est transformée, ces dernières années, en un État paysan typique, où les usines ont interrompu en partie leur travail, où le prolétariat est disséminé et où renaissent les formes capitalistes primitives d'économie. Mais ce processus, frappant dans la petite Lettonie, s'est étendu également à l'Europe ruinée à fond par la guerre. C'est pourquoi, pour des pays comme l'Italie, la Hongrie, les Balkans et les nouveaux États formés des débris de l'Autriche, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan acquiert une importance vitale.

Il existe un second groupe de pays, comme la France, l'Allemagne et l'Amérique, où le développement gigantesque des forces de production est conditionné par une immense population paysanne. Enfin, un troisième groupe est représenté par les pays comme l'Angleterre, où la population rurale est relativement faible et où prédomine la population industrielle. Mais, pour ces deux dernières catégories également, l'attitude des masses paysannes envers la prise du pouvoir par le prolétariat ne saurait être considérée comme sans importance.

Nos lecteurs nous demanderont peut-être quel sera le rôle social et politique d'un tel gouvernement ouvrier et paysan, s'il sera l'expression de la dictature du prolétariat. Et cette question a d'autant plus d'importance que la position concrète du problème du « gouvernement ouvrier » a suscité naguère une discussion animée dans les rangs des partis européens. Il est indubitable que le gouvernement ouvrier et paysan ne sera pas la forme la plus pure de la dictature du prolétariat. Ce sera plutôt un gouvernement de lutte pour la dictature du prolétariat, un gouvernement de période de transition.

L'Europe a achevé, en 1848, l'étape des « révolutions nationales », c'est-à-dire des révolutions qui,

contre les survivances du régime féodal-monarchique, unissaient la « nation » tout entière. Il semblait alors à la petite bourgeoisie urbaine qu'elle intervenait et agissait au nom du « peuple », du peuple non divisé en classes et ayant des intérêts généraux au-dessus des groupements de classe. A ces révolutions nationales correspondait un romantisme spécifique, avec une cascade de phrases sur la « démocratie », romantisme dont la forme la plus typique fut le « brailage » de nos mencheviks et S.-R. sous Kérénsky.

Dans l'Europe contemporaine, avec ses distinctions de classes tranchées, la révolution sera dès le début une guerre civile acharnée entre les ouvriers et les paysans d'une part, et les groupes capitalistes de l'autre. Et c'est précisément dans cette première phase de la révolution que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan sera un moyen d'union de toutes les forces révolutionnaires contre l'oligarchie capitaliste.

Sous quelle forme se réalisera cette union des ouvriers et des paysans ; il est maintenant extrêmement difficile de le prédire. Il ne peut y avoir en l'occurrence de formule générale unique, car la forme de cette union dépend de la situation concrète, des péripéties de la lutte. La forme idéale serait, certes, celle qui a été réalisée en Russie. Notre union avec les masses paysannes a pris la forme d'un bloc révolutionnaire du parti prolétarien organisé avec les masses paysannes inorganisées, bloc qui s'est constitué par dessus la tête du parti S.-R. et malgré ce dernier. Notre collaboration avec les S.-R. de gauche, aux premiers jours de la Révolution d'octobre, n'a pas été, on le sait, de longue durée et s'est terminée par le détachement complet des S.-R. de gauche de l'avant-garde paysanne.

Dans cette forme de bloc révolutionnaire « par en bas », le parti prolétarien, disposant de l'immense supériorité de son organisation, assume la défense des grandes masses paysannes et rend impossible ainsi la création d'un parti paysan « vert » quelconque. Mais cette forme n'était possible qu'en Russie, où, dans la société d'avant la Révolution, et surtout parmi les paysans, les groupements de partis n'avaient laissé aucune tradition profonde.

En Europe, de longues années de régime parlementaire et d'existence ouverte des partis politiques font obstacle à la réalisation du bloc révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie par dessus la tête des partis « paysans » existants. Là, une autre forme d'alliance temporaire est possible et probable : un bloc des partis prolétarien et paysan, le prolétariat devant arracher peu à peu les masses paysannes à l'influence du parti paysan en les poussant à des actions révolutionnaires plus déterminées.

Prenons, par exemple, la Bulgarie, où il existe incontestablement un grand parti paysan, celui de Stamboulsky, qui a été défait et a amené le triomphe de la clique militaire et réactionnaire, parce qu'il a repoussé la classe la plus ferme dans la lutte contre la réaction : la classe prolétarienne. Dans les pénibles et sanglantes épreuves qui les attendent après le triomphe de la contre-révolution bourgeoise, les masses laborieuses bulgares ne seront sauvées que par l'orientation de la masse paysanne vers le Parti communiste.

Il est à prévoir que la tactique des batailles révolutionnaires d'Europe enrichira et élargira considérablement l'expérience restreinte de la Russie.

D. MANOUILSKY.

LES LEÇONS D'UN COUP D'ÉTAT

Questions à méditer par les Partis Communistes

I. — Nécessité de la Critique

Nous nous sommes longtemps demandé s'il convenait de faire une critique publique de la tactique suivie par le Comité directeur du Parti communiste bulgare, au moment où ce parti est sous le feu direct du fascisme victorieux et où chaque jour les journaux bourgeois réclament sa mise hors la loi. Néanmoins, d'accord avec l'Exécutif de l'I. C., nous sommes venus à cette conclusion que nous ne devions pas nous taire et que notre silence sur la tactique erronée d'un de nos partis, loin de le sauver, ne ferait qu'augmenter le danger d'écrasement.

L'Internationale Communiste n'est qu'un Parti communiste mondial. L'exemple bulgare a une portée internationale. Chacun de nos 60 Partis a le plus grand intérêt à savoir si le Comité directeur bulgare a agi comme il convenait pendant les événements qui viennent de se dérouler, et qui peuvent, avec quelques modifications, se répéter demain dans un autre pays.

Avec un zèle digne d'une meilleure cause, ses dirigeants répandent dans la presse communiste internationale leur théorie de la « neutralisation ». Il en résulte un double danger. Tout d'abord, leur point de vue erroné obtient ainsi une large diffusion et sera exploité par nos adversaires de la 2^e Internationale. En second lieu, la défense acharnée par les Bulgares de leur position fautive empêche de réparer leur faute et leur coupe la voie menant à la tactique révolutionnaire véritable.

Nous ne pouvons garder le silence. La question est trop grave.

Notre attitude fraternelle envers les ouvriers et le Parti bulgares, auxquels nous sommes liés par une amitié étroite, nous commande de leur dire franchement notre opinion. Libre à nos ennemis de se réjouir. Ce n'est pas la première fois que les Partis communistes doivent faire leur auto-critique et redresser leur front sous le feu ennemi. Rappelons-nous l'exemple du Parti communiste allemand après les événements de mars 1921. A travers les fautes et les défaites, nous marchons à la tactique vraie et à la victoire. En dépit de tout, l'avenir appartient au Parti communiste et non aux fascistes maintenant au pouvoir, non plus qu'aux fascistes « social-démocrates » du Parti des « larges » (1).

II. — Bureau des Partis Paysans indépendants

Les derniers événements jettent une lumière éclatante sur quelques problèmes politiques d'une très grande importance.

Tout d'abord, le rôle des Partis paysans. Un des faits les plus intéressants de l'histoire politique de ces dernières années est la création de Partis paysans prétendant jouer un rôle politique indépendant contre la bourgeoisie et contre le prolétariat. Nous avons assisté ces dernières années à des tentatives de ce genre dans les Balkans, en

Tchéco-Slovaquie, en Hongrie, en Pologne, etc. Le phénomène est complexe.

1. Durant la guerre et la désagrégation consécutive du régime bourgeois, les villes n'ont cessé de reculer devant les campagnes, dont le poids spécifique et l'importance économique et sociale augmentent de plus en plus.

2. La première guerre impérialiste de 1914-1918 a ébranlé profondément les campagnes ; revenus dans leurs villages, les millions de paysans qui avaient été dans les armées impérialistes ne pouvaient manquer d'y apporter une certaine animation politique.

3. Enfin, le pouvoir de la grande bourgeoisie décroît et, comme ses alliés auxiliaires, les social-démocrates, elle est obligée de tourner ses regards vers la classe paysanne et de l'entraîner dans la vie politique.

Les Partis paysans ne réussissent pas et ne réussiront probablement jamais à jouer un rôle indépendant. L'exemple bulgare est, sous ce rapport, extrêmement instructif. A notre époque impérialiste, la politique des moyens termes est vouée à l'échec. La classe paysanne n'a que deux voies : ou suivre la bourgeoisie, et alors, tôt ou tard, la solution « bulgare » est inévitable, ou suivre le prolétariat, et assurer ainsi la défense de ses intérêts vitaux. Ceux mêmes des Partis paysans qui, extérieurement, paraissent indépendants, ne sont, en réalité, qu'une « chair à canon » politique de la bourgeoisie. Leurs chefs sont le plus souvent des curés, des avocats, de gros propriétaires. On ne saurait refuser à la tentative de Stamboulsky une certaine envergure. La vie de Stamboulsky n'a pas été ordinaire. Un temps, il a eu le courage de dire la vérité en face aux puissants de ce monde ; il a été condamné à la réclusion perpétuelle, etc. Au début de son ministère, particulièrement, sa politique avait quelque grandeur.

Si un Parti paysan pouvait espérer jouer un rôle politique indépendant, c'était bien, semblait-il, en Bulgarie. Ce pays a 85 ou 90 % de paysans. Sa bourgeoisie urbaine est faible. Les deux guerres qu'il a eu à supporter ont été particulièrement ruineuses pour les campagnes. Un passé retentissant faisait de Stamboulsky un leader paysan extrêmement populaire.

Et pourtant, quel krach pitoyable !...

Stamboulsky a fait la première tentative sérieuse, quoique démagogique, de politique anti-bourgeoise au début d'un Parti paysan. Lorsqu'il soumettait au referendum l'exécution des anciens ministres fauteurs de la guerre impérialiste, lorsqu'il révoquait les officiers bourgeois et créait dans les villes une milice paysanne, lorsqu'il armait les paysans, c'était là une politique capable de lui rallier les suffrages des révolutionnaires. Mais, bientôt, cette politique « paysanne » devint une politique de paysans aisés. Dans les derniers temps, elle était beaucoup moins dirigée contre la bourgeoisie que contre la classe ouvrière groupée autour du Parti communiste. Une fois de plus, il était impossible de garder le « juste milieu ». Détaché des masses, ayant perdu la confiance des ouvriers et même d'une bonne partie des paysans, Stamboulsky a été lui-même l'artisan de sa chute. Le gouvernement « paysan » dirigé contre le prolétariat et contre la bourgeoisie n'a été qu'une la-

(1) Les *nécheviki* bulgares. Les *bolcheviki* étaient dits : *étroits*.

mentable utopie, même dans un pays rural par excellence comme la Bulgarie. Seul un gouvernement ouvrier et paysan pourra aider les paysans bulgares à s'arracher des griffes de la bourgeoisie.

III. — La tactique du Parti Communiste bulgare

Le coup d'Etat bulgare a été la grande épreuve du Parti bulgare. Comme toute crise, il devait nous montrer ce qu'était véritablement ce vieux, fort et nombreux parti.

Nous attendions avec anxiété la position qu'allait prendre notre Parti dans la guerre civile. Les premières nouvelles nous faisaient craindre une attitude passive. Les événements ont dépassé les prévisions les plus sombres.

« Le gouvernement issu du coup d'Etat militaire a remplacé une dictature policière de la bourgeoisie rurale par la dictature de la bourgeoisie urbaine et des partis bourgeois... »

« La bourgeoisie a rejeté le masque de la légalité, et maintenant le seul parti qui défende réellement les droits et la liberté constitutionnels (!) est le Parti communiste... »

« Les ouvriers et les paysans ne participeront pas au duel entre la bourgeoisie rurale et la bourgeoisie urbaine, parce que ce serait tirer les marrons du feu pour leurs exploités et leurs opprésés... »

« Au nom du peuple travailleur, nous réclamons le maintien et l'élargissement des libertés politiques. Nous exigeons la liberté absolue de parole et de presse, de réunion et d'association. Nous exigeons des mesures pour restreindre la spéculation et la cherté... »

« Le nouveau gouvernement n'a pas encore tenté directement au Parti communiste. Mais son régime de dictature militaire est dirigé contre les droits et les libertés des travailleurs, donc contre le Parti communiste. Pour le rétablissement des droits et des libertés, pour la suppression de l'état de siège, nous vous convions à serrer les rangs... »

Voilà ce qu'écrivait le Comité directeur bulgare dans son premier appel du 9 juin 1923.

« La lutte armée entre les partisans du gouvernement renversé et du nouveau gouvernement n'est pas encore terminée. A cette lutte, le Parti communiste et les centaines de milliers d'ouvriers et de paysans groupés sous ses drapeaux ne participeront pas. Comment elle se déroulera, nous l'ignorons. Mais cette lutte, dont sont absentes les masses populaires, n'est qu'une rivalité pour le pouvoir entre la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie rurale, c'est-à-dire entre les deux ailes de la classe capitaliste... »

« En dévoilant le but véritable de la lutte de la bourgeoisie urbaine et rurale et en indiquant aux travailleurs de la ville et de la campagne que ce but n'a rien de commun avec leurs intérêts, le Parti communiste exhorte les ouvriers et les paysans travailleurs à se grouper et à mener eux-mêmes leur lutte indépendante pour la défense de leurs intérêts et pour les mots d'ordre communistes... »

Ainsi parle le Comité directeur du Parti bulgare dans son appel du 11 juin.

Il s'est retranché sur cette position de la « neutralité », il n'en est pas encore sorti. Deux fractions de la bourgeoisie se combattent l'une et l'autre ; cela ne nous regarde pas, dit-il. Nous « exigeons » la levée de l'état de siège. C'est ainsi qu'on raisonne au lendemain du coup d'Etat !

En province, en beaucoup d'endroits, les ouvriers communistes n'ont pu s'élever à cette « haute » sérénité. Voyant la réaction triompher, ils ont entrepris la lutte armée et se sont efforcés,

de concert avec des détachements isolés de paysans, de résister aux fascistes. A Plevna et ailleurs, ils ont pris les armes. Mais le Comité directeur s'est hâté d'intervenir. Citons intégralement le remarquable télégramme envoyé par son secrétaire, Loukanov, à Plevna :

« Plevna, Vassili Tabatchkin.

« J'apprends que parmi vous circule le bruit que je suis arrêté et qu'ici nous sommes l'objet de mesures d'exception. C'est faux. Soyez en garde contre les bruits mensongers et les provocations. Vous allez recevoir notre appel : tenez-vous-en strictement à la politique indiquée. N'intervenez ni pour ni contre aucune des deux parties. Salutations à Tatch, Olga, Assen et autres camarades. »

D'autres télégrammes nous montrent que le cas n'était pas isolé.

Comme il arrive toujours, on s'efforce de rejeter sur les ouvriers la faute de l'organisme directeur. « Des ouvriers, dit-il, sont restés indifférents ; ils n'ont manifesté aucun esprit combatif... »

Sophisme ! Quelques heures à peine après le coup d'Etat, le Comité directeur lançait déjà le mot d'ordre de la « neutralité », conviant nos ouvriers à ne pas s'immiscer dans la lutte de deux coteries, selon lui également hostiles. Quand donc les ouvriers auraient-ils pu manifester leur ardeur combative, quand leur parti, en la personne du C. D., les exhortait, dès le premier moment, à ne pas combattre ?

Dans son article : « Le Coup d'Etat bulgare », Kabaktchiev écrit lui-même que dans les districts de Pazardgik, Plevna, Choumen, Radomir, Karlovo, Popovo, Roussé, Bella, Tcherven-Breg, Lovetch et Dronovo (sur 89 districts), les paysans entreprenaient la résistance armée ; que, dans les trois premiers, leurs détachements se montaient déjà à plusieurs centaines d'hommes.

Alors, comment affirmer, comme le fait Kabaktchiev, que, si le mouvement avait été soutenu par le Parti communiste, « il était infailliblement condamné à la défaite » ? Les forces des blancs, au début, étaient insignifiantes, il le reconnaît lui-même.

Mais Kabaktchiev a en réserve un autre argument :

« Les masses ouvrières des villes ont accueilli le coup d'Etat avec indifférence et même avec un certain sentiment d'allègement (!) »

L'article du *Novo Vremia*, de la revue théorique du Parti, va même plus loin :

« A Sofia, les masses ont accueilli la chute du gouvernement avec un soupir de satisfaction et un contentement marqué (!) » (Le coup d'Etat et la situation en Bulgarie.)

Le dogmatisme et le doctrinarisme étaient depuis longtemps le trait distinctif des leaders bulgares, rappelant en cela les pires côtés du guesdisme première manière. Tant que ce n'était que bizarrerie théorique ou maladresse littéraire, il n'y avait que demi-mal. Mais quand cela a déterminé la politique du Parti au moment d'une crise décisive, c'est un véritable malheur pour le Parti.

En Bulgarie, le nombre des paysans pauvres, comme l'a écrit maintes fois Kabaktchiev lui-même, est de 300.000. Le nombre des paysans moyens est le même. Nous avons donc dans ce petit pays, comme alliés potentiels, environ 600.000 paysans. Au moment du coup d'Etat, une partie d'entre eux hésitaient entre Stamboulsky et le Parti communiste. Et l'on vient nous dire qu'il n'y avait là qu'une rivalité entre deux « coteries » bourgeoises également nuisibles !

A la fin des manifestes précités, le Comité directeur, par acquit de conscience, pose le mot d'ordre du « Gouvernement ouvrier et paysan ». Mais, tel

quel, c'est un cliché politique sans vie. Ce n'est pas ainsi qu'on lutte pour le Gouvernement ouvrier et paysan. Ce n'est pas là du marxisme.

Stamboulisky est tué. Les dirigeants de son parti sont battus. Certains de ses partisans passent aux blancs. Mais il reste les paysans. Unissons-nous à eux contre la bourgeoisie. Or, pour cela, il faut renoncer aux points de vue faux et sans vie...

Le Comité directeur espérait sans doute, avec sa « neutralité », préserver le Parti des coups. Prudents à l'excès, ils cherchaient sous ce parapluie percé un abri contre l'orage de la guerre civile.

Ne croyez pas aux « bruits » de mesures d'exception prises soi-disant contre les communistes. Télégraphie Loukanov. Quelques jours se passent et, comme il était facile à prévoir, les « mesures d'exception » deviennent un fait. Les répressions pleuvent : à Plevna, des centaines de communistes sont arrêtés ; on cherche manifestement à réduire les partis et l'illégalité. La presse bourgeoise raille la « neutralité » des communistes et se prépare à leur asséner de nouveaux coups.

Il serait difficile d'imaginer position plus doctrinaire et plus fausse que celle du Comité directeur. Evidemment, Stamboulisky était ennemi de la classe ouvrière, et par sa politique anti-communiste, il s'était justement attiré l'indignation et la haine des ouvriers. La fraction supérieure du Parti paysan dégénérait de plus en plus en un groupe de « koulaks ». Néanmoins, dans la situation actuelle, présenter toute la bourgeoisie, y compris la petite-bourgeoisie paysanne sympathisant encore entièrement ou à moitié avec Stamboulisky, comme « une masse purement réactionnaire », est une faute révoltante. Au moment où les fascistes en venaient aux mains avec la fraction supérieure du Parti paysan, le devoir des communistes était (et est encore) de s'allier avec tous les membres tant soit peu honnêtes du Parti paysan pour taper sur les blancs.

En septembre 1917, Kérénsky n'était-il pas l'ennemi des ouvriers ? Pourtant, les bolcheviks ont marché avec lui contre Kornilov. Et ils n'ont pas fait un mauvais calcul. Seul Kérénsky y a perdu. C'est ainsi que l'on pouvait et que l'on devait agir à l'égard de Stamboulisky.

La position du Comité directeur se rapproche en réalité de la position socialdémocrate.

Quand nous disons « socialdémocrate », nous avons en vue le bon vieux temps. Car, les socialdémocrates d'aujourd'hui vont beaucoup plus loin. Les chefs des « larges » affiliés à la 2^e Internationale participent au gouvernement fasciste et y assurent le rôle de bourreaux. Par eux, la 2^e Internationale entre dans la glorieuse famille internationale des fascistes...

La « neutralité » du Comité directeur ne pouvait conduire qu'à une impasse. En un tel moment, se retrancher dans la neutralité, c'est capituler.

Le sort du Parti communiste bulgare est au plus haut point instructif. C'est un de nos plus anciens et plus forts partis ouvriers. Il compte 25 à 30 années d'existence. Dans une longue lutte contre les « larges » (mencheviks bulgares), il y a conquis l'immense majorité des ouvriers et une partie considérable des paysans. Il a enlevé aux « larges » toute influence parmi les travailleurs. Dans l'agitation et la propagande, il a effectué un travail grandiose (comme la Socialdémocratie dans ses meilleures années). Il est dirigé par un état-major de vieux et savants marxistes. Et pourtant, quelle lourde faute ! Et pourtant, quelle immense déception !..

Difficile, extrêmement difficile est le passage de la propagande à l'action révolutionnaire !

En 1921 déjà (lettre ouverte du 4 mai 1921), le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste attirait l'attention du parti bulgare sur ses côtés faibles. Il lui rappelait que la victoire ne tombe pas du ciel, que la propagande et l'agitation ne suffisent pas, qu'il faut savoir, au moment décisif, passer à l'action directe.

Une deuxième fois, sous une forme plus vive, l'Exécutif réitérait son avertissement à propos de la Révolution de Grèce. Le Comité directeur bulgare, qui est à la tête de la Fédération balkanique, avait eu, devant les événements, une inertie impardonnable pour des révolutionnaires.

Durant un quart de siècle d'organisation et de propagande, le Parti bulgare avait accumulé des forces considérables. Il s'agissait de savoir si, à la minute décisive, ce vieux parti saurait mettre fin à sa période de propagande et d'accumulation pour s'élancer au combat. Il ne l'a pas su. Ses chefs se préoccupaient beaucoup plus de conserver les Maisons du Peuple, que tentait de leur enlever Stamboulisky, que de se préparer au coup d'Etat imminent, cependant prédit par Kabakchiev lui-même (un des chefs du C. D.) par le Comité directeur tout entier. De même, en 1914, certains chefs de la Socialdémocratie...

Les communistes bulgares ont pour eux tous les cheminots et tous les postiers. On comprend l'immense importance que cela pouvait avoir au jour du coup d'Etat. Mais nous étions « neutres »...

Le Comité directeur voulait une révolution « avec des garanties ». Il n'osait même pas songer à la lutte : demain, disait-il, nous serons attaqués par la Roumanie. Les blancs, eux, n'ont pas eu peur de la Yougo-Slavie, et ils ont gagné. Le Comité directeur, par sa « circonspection », a conduit notre Parti à la défaite.

Tout cela est entièrement pénible à dire au moment où les fascistes se ruent sur les ouvriers bulgares. Mais il est impossible de le taire. L'amère leçon de la défaite d'un des partis les plus forts de l'I. C. ne doit pas être perdue pour les autres. Dans ces lourdes défaites se forment les vrais Partis communistes.

Il est des situations dans lesquelles, pour un parti révolutionnaire, ne pas accepter la bataille est pis que d'être battu. Se draper dans le manteau de la « neutralité » revient à se paralyser soi-même.

Nous ne doutons pas un instant que les centaines et les milliers de prolétaires conscients du Parti bulgare qui, au moment décisif, s'élançaient instinctivement au combat et en ont été arrêtés par leurs chefs, sauront sauver leur parti. Instruits par la dure expérience, ils sauront, sous le feu de l'ennemi, resserrer leurs rangs pour les batailles décisives prochaines. La guerre civile ne fait que commencer. Elle ne peut se terminer que par la victoire du Parti communiste. Le mot d'ordre du « Gouvernement ouvrier et paysan », lancé par le Comité directeur, est juste. Nous l'accusons non pas d'avoir lutté pour des buts erronés, mais de n'avoir pas lutté du tout. Le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan trouvera un excellent terrain dans la classe paysanne ébranlée par la guerre civile. A travers la défaite et la terreur blanche, les prolétaires bulgares le feront triompher.

Que nos camarades ne se découragent donc pas, qu'ils se hâtent de réparer leurs fautes. Et que tous les autres Partis communistes, à la lumière de l'expérience, apprennent ce qu'il ne faut pas faire.

G. ZINOVIEV.

La Session de l'Exécutif élargi

11^e, 12^e et 13^e SEANCES⁽¹⁾

Onzième séance (19 juin)

LA QUESTION SYNDICALE

La séance est ouverte à 11 heures, sous la présidence de *Gallacher*.

LOZOVSKY prononce un long discours richement documenté que, pour plus de clarté, nous diviserons comme il l'a fait lui-même.

Un revirement dans le mouvement syndical international

ternational. Elle s'est aggravée avec la constitution de l'Internationale Communiste. De la volonté de lutte de la classe ouvrière est né le mot d'ordre du front unique, formulé par l'I.C. et l'I.S.R.

Les organisateurs du congrès de la paix de La Haye ne se doutaient pas que cette grande manifestation les discréditerait profondément. Trois semaines plus tard l'occupation de la Ruhr révélait toute l'impuissance et toute la duplicité des dirigeants des Internationales réformistes. Le moment venu d'appliquer leurs résolutions, ils s'en sont trouvés incapables. Dès lors les masses ouvrières commencèrent à mieux comprendre la gravité de la situation internationale. La conférence de Francfort, en mars, refléta déjà un revirement précis. On y vit des fractions socialdémocrates et socialdémocrates indépendantes déclarer préférer le front unique avec la bourgeoisie. Au sein de l'Internationale d'Amsterdam se créait, sans que s'en aperçussent ses dirigeants, une gauche influente. Les chefs réformistes pensèrent sauver la situation à Hambourg. Le contenu essentiel du congrès de Hambourg est fort bien exprimé dans cette phrase du discours d'ouverture du socialdémocrate allemand Wels : « Plus nous serons forts contre le communisme, et plus nous serons forts contre la réaction. »

Mais ils n'avaient pas fini de siéger que la conférence internationale des transports manifestait clairement le revirement survenu parmi les réformistes mêmes.

La lutte pour le front unique

S'il est vrai que notre tactique du front unique nous a ouvert l'accès des organisations de masses, il en découle que tous les partis communistes la doivent développer et améliorer. Déjà la conférence des transports a donné au front unique un programme d'action très pratique. Elle a résolu de créer un comité international des transports pour la lutte contre le fascisme et la guerre, de fonder dans les ports, sur les points frontières et les nœuds de voies ferrées des commissions de contrôle du transport de matériel de guerre ; de pré-

parer la résistance armée au fascisme, enfin de convoquer un congrès international des transports auquel participeraient tous les syndicats intéressés. Nous voyons ainsi que la formation du front unique est le premier pas conduisant à la reconstitution du mouvement syndical.

Lorsque les chefs réformistes entrent en pourparlers avec nous pour discuter du front unique, ils nous posent des conditions inacceptables et réclament notamment la cessation de notre polémique, comme si nous la faisons pour notre plaisir. Dans certains milieux communistes aussi, on pense que le front unique équivaut à un armistice avec les réformistes. Rien n'est plus faux. Il ne signifie armistice que dans l'action et lorsque les réformistes servent efficacement la cause du prolétariat.

La conférence des transports

La conférence des transports a montré comment est possible un accord entre les révolutionnaires et la gauche d'Amsterdam. L'accord s'est réalisé sur la plate-forme suivante :

1. Défense de la Russie des soviets, centre de résistance du prolétariat à la réaction mondiale ;
2. Lutte contre le danger de guerre par l'action des masses ;
3. Création d'un comité international d'action paritaire pour la propagande et l'action contre la guerre et le fascisme ;
4. Contrôle permanent des transports de matériel de guerre ;
5. Convocation d'un congrès mondial des transports pour la reconstitution de l'unité nationale et internationale ;
6. Défense commune des travailleurs des transports de tous pays frappés par le fascisme. Fonds de secours commun ;
7. Appel commun de la Fédération Internationale des transports et des syndicats russes aux chemins et marins de tous pays ;
8. Propagande incessante contre le fascisme, arme de la bourgeoisie ;
9. Utilisation de la tribune parlementaire contre le fascisme ;
10. Résistance armée au fascisme ;
11. Surveillance des transports et déplacements fascistes ;
12. Contact et collaboration dans ce but avec toutes les organisations ouvrières intéressées ;
13. Education des travailleurs des transports contre les influences réactionnaires ;
14. Reconnaissance de la nécessité du rétablissement de l'unité syndicale. Appel à toutes les organisations internationales et nationales les invitant à imiter les ouvriers des transports ;
15. Reconnaissance du principe que l'action com-

(1) Nous sommes dans l'obligation de renvoyer au prochain numéro le compte rendu de la 14^e et dernière séance, ainsi que le texte des résolutions.

mune n'est possible que sur la base de la lutte de classe.

Les dirigeants réformistes allemands travaillent bien entendu à faire échouer ces résolutions. Le délégué français Bidegarray fait de même en France. Il s'est heurté à la résistance de ses adeptes mêmes : Rivelli, des inscrits maritimes, s'est prononcé, dans un article intitulé « Avec Fimmen », pour les résolutions de Berlin. L'Internationale d'Amsterdam a déclaré dans une résolution extrêmement élastique n'être point liée par l'accord de Berlin : nous voyons dans sa modération l'indice d'une crainte. Elle craint de s'attaquer à sa gauche. Elle voudrait faire échouer les décisions de la conférence des transports, mais ne peut agir ouvertement. Nous avons, pour réaliser le front unique, fait preuve d'un grand esprit de conciliation. Il faut maintenant que la plate-forme des transports serve à tout le mouvement syndical international.

La lutte pour l'unité syndicaliste Les Comités d'usines

Nous nous heurtons à deux résistances : celle des scissionnistes réformistes et celles des révolutionnaires qui voudraient rester dans les groupes indépendants créés par nécessité. Nous sommes d'avis que la campagne pour l'unité doit être poussée partout avec ensemble.

En Tchéco-Slovaquie, l'union syndicale révolutionnaire n'a pas agi avec système, et c'est une faute.

Les comités d'usines sont à la fois un produit et une arme de la révolution. Ils grandissent avec elle et faiblissent quand elle faiblit. Dans la période d'intense activité qui s'ouvre, un travail énergique doit être accompli dans les comités d'usines ou dans les usines pour les créer. Des militants pensent substituer le comité d'usine au syndicat. Nous pensons, au contraire, que le comité d'usine sera la base du syndicat. C'est l'expérience de la Révolution russe.

Le facteur national dans le mouvement syndical

Le principe fondamental du mouvement syndical, c'est l'organisation sur la base de la classe et non de la nation. Nous sommes résolument hostiles à toute division des syndicats sur le terrain national, plus encore que sur le terrain politique. A cet égard, des difficultés réelles se posent.

En Tchéco-Slovaquie, il existe deux organisations du textile, l'une allemande, l'autre tchèque. La Fédération tchèque des ouvriers agricoles est depuis longtemps en conflit avec la même Fédération slovaque. Toutes deux sont révolutionnaires. Et les communistes slovaques organisent une fédération nouvelle autonome. Aucune concession ne doit être faite aux préjugés nationaux, mais il ne faut pas confondre avec eux les revendications légitimes de travailleurs voulant avoir leurs organisations propres au sein des grandes organisations communes.

Jusqu'à la fin de la guerre, la question nationale ne se posait pas en France. Maintenant, la France a 2 millions d'Allemands en Alsace-Lorraine et dans la Sarre, organisés selon les principes des syndicats allemands. Les ouvriers d'Alsace-Lorraine sont un trait d'union entre les prolétariats allemand et français. Dans tous les conflits sociaux, il est évident que le mécanisme de l'Etat bourgeois français pèsera sur eux avec une

force décuplée et que la bourgeoisie française cherchera un appui dans l'esprit national des travailleurs français. Le Parti communiste et la C. G. T. U. doivent être en mesure de soutenir efficacement ces prolétaires de l'Est et, en tous cas, leur témoigner le plus grand intérêt.

Nos partis et nos syndicats ont trop peu fait pour le mouvement syndical des colonies. Tandis que les trade unions anglaises et le Labour Party s'insinuent habilement aux Indes pour y diriger, notre P. C. anglais n'a rien fait dans ce sens. Il est pourtant évident que nous ne vaincrons pas avant d'avoir rappelé à l'activité et à l'initiative les travailleurs anglais.

Minorité d'opposition et syndicat indépendant

En Espagne, il existe deux confédérations parallèles, l'une réformiste, l'autre révolutionnaire. La première a exclu des groupements révolutionnaires, ce qui a posé une grosse question pratique. Les exclus de l'Union des travailleurs devaient-ils aller à la Confédération Nationale ? Nos camarades espagnols de l'I. S. R. ont pensé avec raison que oui, tandis que nos camarades du P. C. espagnol ont préconisé la formation de nouveaux groupes autonomes. Il faut lutter pour la réintégration des exclus, mais, si nous sommes en présence de deux centres parallèles, l'existence isolée de syndicats autonomes n'est rien moins que rationnelle. En Allemagne, nous avons, dans les syndicats libres, des cadres puissants de militants de l'I. S. R. et de l'I. C. Ici, le maintien des syndicats exclus luttant pour leur réintégration est beaucoup plus important que ne le serait leur fusion organique avec l'Union des travailleurs manuels et intellectuels.

En Amérique, la lutte continue entre la Ligue d'éducation syndicale et les petits syndicats indépendants. Le mérite de la Ligue consiste à avoir surmonté la néfaste coutume des organisations syndicales parallèles. Elle accomplit un travail colossal. Le meilleur moyen de la servir est de créer des comités d'action ou des commissions d'entente pour l'action commune de divers groupements. En un mot, l'important est de concentrer partout le mouvement d'opposition, d'en finir avec la division et d'aller, par l'unité du mouvement révolutionnaire, vers l'unité du mouvement syndical.

La lutte pour l'I. S. R.

L'orateur fait remarquer combien a été grande l'erreur de ceux qui voulaient liquider l'I. S. R. Les succès de l'I. S. R. sont aujourd'hui incontestés. Il critique l'attitude du Parti Communiste anglais dans la question syndicale. Il y consacre trop peu d'attention et ne facilite pas l'œuvre du bureau anglais de l'I. S. R.

En Norvège, depuis trois ans, on tourne sans résultat autour de l'adhésion à l'I. S. R. Nous avons cru pendant assez longtemps que nos camarades norvégiens étaient d'accord sur le fond et ne différaient leur adhésion formelle que pour des raisons de tactique. Il n'en est rien, semble-t-il : ils ont quitté Amsterdam, mais n'ont pas voulu envoyer à la prochaine session du Conseil général de l'I. S. R. un délégué, même à titre d'informateur. C'est dire que le Parti ouvrier de Norvège avance à reculons. Nous avons le plus grand souci de l'unité. Lorsqu'en Hollande, par referendum, les partisans de l'I. S. R. ont reçu 7.300 voix et ses adversaires 6.400, nous avons conseillé au

Secrétariat hollandais de ne pas adhérer à l'I.S.R. pour éviter une scission. Mais l'unité syndicale norvégienne aurait-elle été compromise si un délégué était en ce moment à Moscou ? Non, le P. O. norvégien commet une grande faute en ne travaillant pas systématiquement pour l'Internationale Syndicale Rouge.

En somme, l'I. S. R. est devenue une force. Il faut pourtant reconnaître que les succès obtenus par les Partis communistes dans le mouvement syndical sont loin de correspondre aux rapports de forces dans la classe ouvrière. On peut dire en général que les Partis communistes ne sont pas assez actifs dans le mouvement syndical. Chaque communiste doit savoir que notre tâche essentielle et immédiate est la conquête des syndicats.

Les perspectives sont brillantes. La faillite des Internationales réformistes fait graviter tout le mouvement ouvrier international autour de l'I.C. et de l'I. S. R. Il ne se passera pas plus de quelques années avant que les réformistes soient délogés de leurs dernières positions. Du travail, du travail et encore du travail.

Après la lecture de plusieurs messages de salutations, le président donne la parole au camarade Walcher.

WALCHER (*second rapporteur*). — La plupart des sections de l'Internationale Communiste ont reconnu l'importance du travail dans les syndicats ; mais de la reconnaissance d'un principe à son application, il y a malheureusement souvent un abîme.

En Tchéco-Slovaquie, où existe un bon Parti communiste, il n'y a pas encore de fractions communistes syndicales. Je crois que les conflits qui se produisent dans ce pays sur le terrain syndical seraient inconcevables, si nous avions des fractions communistes.

La situation est encore plus grave en Angleterre. Les camarades nous disent dans leurs rapports qu'ils ont eu à plusieurs reprises une grande influence, mais qu'elle s'en va aussi rapidement qu'elle est venue. Ils l'expliquent en disant que le Parti est trop faible.

En Amérique, où la Ligue d'Education syndicale de Foster étend son influence idéologique sur 2 millions d'ouvriers, la formation de fractions communistes, malgré les progrès qu'elle a faits, laisse encore à désirer.

En France, le Parti a encore peu d'influence sur les syndicats.

Kuusinen a caractérisé hier la situation dans les pays scandinaves. De nombreux rapports traitent de l'activité des partis, mais il nous en arrive trop rarement sur leur activité syndicale. Il est absolument nécessaire de renforcer l'influence communiste sur les syndicats, et ce par en bas. Le revirement qui se dessine dans l'Internationale d'Amsterdam nous y oblige. Nous devons former des fractions communistes, même dans les organisations dont la direction est entre nos mains ; la fraction y sera un point d'appui pour la direction. Malheureusement, ce cas ne s'est pas souvent présenté jusqu'à présent. Nos fractions sont temporairement obligées de n'être que des organes de contrôle des Comités, composés de nos propres camarades. On allègue le manque d'hommes. Je crois qu'il serait beaucoup plus juste de dire que nous gagnerions ainsi de nouveaux militants. Notre lutte pour la conquête des syndicats a pour but non pas d'évincer les réformistes, mais de grouper autour de nous les capacités.

On s'occupe maintenant, en Allemagne, d'orga-

niser le Parti sur le modèle russe. On forme des noyaux d'usines, qui font la conquête politique des usines. Ils sont groupés en unions locales. L'expérience a montré la nécessité d'étendre ces groupements locaux aux districts et même plus encore. Les fractions des syndicats sont groupées dans un « cartel local », qui se réunit tous les 15 jours pour prendre position sur les questions générales. Elles sont, en outre, groupées par districts et nationalement. Chaque Comité du Parti doit désigner un camarade responsable du travail des communistes dans les syndicats. Là où les ressources sont suffisantes, un permanent est nommé. La décision du dernier Congrès de l'I.S.R. sur le prélèvement de cotisations spéciales pour l'opposition s'est montrée inapplicable, car elle fournit aux réformistes l'occasion de s'en prendre à nos camarades. Nous réclamons donc maintenant des membres du Parti une cotisation spéciale pour le travail dans les syndicats ; cette cotisation est recueillie par la fraction communiste syndicale, ce qui a le grand avantage de nous permettre de connaître exactement le nombre des ouvriers organisés dans le Parti. Les fractions ne doivent pas exister sur le papier ; le Parti doit être en état, par elles, de diriger la lutte syndicale. Il faut pour cela que nous aidions ces camarades en leur communiquant les matériaux nécessaires : circulaires, ou mieux lettres personnelles, tracts ou organes de l'opposition. La presse communiste doit consacrer la place convenable aux questions syndicales. En outre, des camarades doivent être convoqués régulièrement pour discuter la question syndicale. Enfin, le Parti allemand a désigné un camarade qui doit faire des cours dans tout le Reich pour les fonctionnaires syndicaux. Dans les écoles du Parti, un article du programme est consacré à la question syndicale.

Les relations entre le Parti et les syndicats se sont clarifiées et beaucoup de conflits nous sont épargnés. Les fractions communistes sont seules soumises à la discipline du Parti et non les syndicats comme tels. Seule l'action durable de ces fractions peut et doit amener le syndicat dans son ensemble à suivre les Conseils du Parti.

Toutes les sections de l'I.C. doivent inviter leurs membres à s'organiser syndicalement. Nous devons pénétrer dans toutes les divisions des syndicats, particulièrement dans les sections de femmes et les groupements de jeunes.

Pour donner une idée du travail syndical du Parti allemand, je me bornerai à l'exemple de deux fédérations. Celle du Bâtiment compte environ 551.000 membres dans 749 groupements ; elle a 525 fractions communistes. Dans 65 groupes locaux comptant 67.200 membres, nous avons une majorité communiste ; comptant 331.000 membres dans 230 autres, nous sommes aussi forts que les Amsterdamiens ; au total, nous exerçons notre influence sur 260.000 membres. La Fédération des Métaux compte 1.600.000 membres dans 750 groupements, dont beaucoup sont insignifiants et ne sont indépendants que parce qu'ils sont éloignés des centres industriels. Le nombre de nos fractions s'élève à environ 500 ; 81 bureaux ont une majorité communiste : certains sont très importants, tels Stuttgart, Halle, Mersebourg, Léna, Suhl, Essen, Solingen, Remscheid, etc., groupant 260.000 membres. Dans 26 groupements, comptant 500.000 membres, nous sommes aussi forts que les Amsterdamiens. Nous exerçons notre influence sur 720.000 membres environ des Métaux. Sans cette influence, la Conférence de Friedrichshafen n'aurait pas eu les heureux ré-

sultats qu'elle a eus. Il aurait été très difficile aux réformistes de repousser la demande d'admission des métallurgistes russes, car ils venaient d'accepter une union américaine ultra-réactionnaire. Ils durent donc se conformer au désir des Russes. Le secrétaire Ilk leur demande seulement, comme seule condition à leur entrée dans la Fédération internationale, qu'ils s'engagent à lutter pour la fusion dans tous les pays où la scission est faite. C'est, depuis longtemps, le but de l'Internationale Syndicale Rouge, mais elle a toujours échoué dans ses tentatives en faveur de l'unité. Ce fut particulièrement le cas en France.

Nous avons maintenant, en Allemagne, 2.688 fractions communistes dans les syndicats. 494 groupements cotisants ont une majorité communiste. Dans 731 autres, nous sommes aussi forts que les Amsterdamiens, et dans 4.348 autres, nous constituons une très forte minorité. Grâce à ces fractions, nous exerçons une influence sur 2.433.000 ouvriers organisés. Nous sommes sur la meilleure voie pour arriver à la conquête organique des syndicats. Nous devons encore fournir un travail gigantesque.

Malheureusement, les réformistes sont encore très forts en Allemagne, et leur principale force

est dans les syndicats. Cependant, il n'y a pas lieu d'être pessimiste. Il ne faut pas s'imaginer que la conquête des syndicats se réalisera du fait que nous obtiendrons la majorité, d'abord dans les districts, puis régionalement. Il est plus probable que nous créerons partout, avec nos fractions, des points d'appui qui gagneront la confiance des masses, si bien que, lorsque ces masses entreront en lutte, elles suivront nos fractions et non plus les réformistes. C'est déjà ce qui a eu lieu dans les derniers événements de la Ruhr. A Dortmund, une de leurs anciennes fortes, les réformistes ont été complètement vaincus lors de la grève. Cela est caractéristique de la transformation qui s'opère actuellement au fond du prolétariat.

Si nos sections consacrent plus d'activité au travail syndical, nous arriverons à gagner les masses, à vaincre définitivement les réformistes et à conduire le prolétariat à la victoire. (*Vifs applaudissements.*)

Le président annonce qu'une commission syndicale est désignée : Johnson (Amérique), Rosmer (France), Gramsci (Italie), Zapotocky (Tchéco-Slovaquie), Gallacher (Angleterre), Tranmael (Norvège) et Schüller (Internationale des Jeunesses).

Douzième séance (20 juin.)

URBANI (Italie). — La Conférence des transports de Berlin ouvre pour les communistes une nouvelle période d'action ; mais l'accord conclu offre aussi aux opportunistes de larges possibilités.

Les Scandinaves sont sortis d'Amsterdam et ne sont pas venus à Moscou. Les opportunistes peuvent faire pis. Ils peuvent dire : « Nous avons pris contact avec Moscou. L'idéal est l'unité du mouvement syndical international. Point n'est donc besoin pour les ouvriers animés d'un désir d'action de quitter Amsterdam. Qu'ils y restent, travaillant pour la future unité, conquérant Amsterdam de l'intérieur ». Pour empêcher certains opportunistes de se servir de ces arguments, l'Exécutif élargi devrait donner aux communistes militant dans les syndicats ce simple mot d'ordre : A Moscou !

Lozovsky a montré que le travail à la fabrique est celui de la période de préparation révolutionnaire. L'expérience de l'Italie montre que c'est aussi celui de la période de réaction. Dans ce pays où l'organisation syndicale est brisée, les fascistes sont toujours vaincus à la fabrique. En mars-avril, aux élections des commissions de fabriques, ils ont régulièrement été mis en minorité, même dans les villes où le prolétariat est embrigadé dans leurs corporations.

Cette constatation a permis au P. C. italien d'arrêter un projet dans lequel il est dit qu'il faut, tout en préparant la réorganisation des syndicats, rallier les prolétaires autour des organisations de fabriques et grouper celles-ci sur un plan national, car on peut, sur ce terrain, atteindre l'unité, conquérir les masses réformistes et même la direction de la C. G. T. réformiste.

La délégation italienne accepte intégralement les propositions de Lozovsky.

WIESER (Suisse). — La délégation suisse est entièrement d'accord sur les conclusions de Lozovsky et de Walcher. Notre travail, mené énergiquement depuis deux ans, a déjà donné de si bons résultats que nous possédons des fractions

dans toutes les localités importantes et dans tous les syndicats. Nous n'avons malheureusement pas encore réussi à les grouper entre elles, par suite de difficultés provenant de la faiblesse de notre appareil.

Dans la résolution Lozovsky-Walcher, le passage concernant l'évolution du mouvement syndical est exagéré. Il peut donner aux ouvriers des illusions sur la situation réelle, particulièrement en ce qui concerne la Suisse. Le représentant du Syndicat suisse des Métaux, Ilk, qui a signé à Friedrichshafen la résolution contre les tentatives de scission, est, en Suisse même, le plus violent scissionniste. Mais quand la commission d'enquête eut, sous notre pression, voté contre la scission, ce fut justement ce Syndicat des Métaux, dirigé par Ilk, qui refusa de l'appliquer. C'est pourquoi nous demandons de formuler plus clairement ce passage.

La question du chômage se pose en Suisse de façon aiguë. Les effectifs syndicaux ont beaucoup diminué de ce fait. Notre attitude précise dans cette question nous a valu d'importants succès. En mai 1922, nous n'étions au Congrès syndical qu'une petite minorité ; en février 1923, à la Conférence sur le chômage, toutes nos résolutions sont adoptées. Nous demandons d'insister davantage sur la question du chômage.

ZAPOTOCKY (Tchéco-Slovaquie). — La situation syndicale en Tchéco-Slovaquie n'est pas moins compliquée que la situation politique. Il n'a jamais existé de mouvement syndical unique. Il existe des syndicats amsterdamiens divisés par nationalités et des organisations nationalistes et socialistes chrétiennes. Les progrès du communisme dans les syndicats réformistes ne vont pas de pair dans les deux mouvements, tchèque et allemand. En conséquence, les deux fédérations amsterdamiennes du textile ont donné naissance à deux sections rouges indépendantes. Pour l'éviter, on avait lancé d'abord le mot d'ordre de la fusion des organisations amsterdamiennes tchèques et allemandes, pour entreprendre ensuite

dans l'organisation réformiste unifiée la lutte pour l'adhésion à l'I. S. R.

La seconde difficulté fut la divergence d'opinions sur les formes de groupement des groupes tchéco-slovaques exclus de la C. G. T. amsterdamienne. Le facteur national n'intervint pas ici. Mais le Comité Exécutif du P. C. tchéco-slovaque n'a pu approuver l'existence de deux fédérations rouges du textile, en réservant à l'Exécutif élargi de l'I. S. R. le soin de décider. La naissance de la Fédération des ouvriers agricoles slovènes ne peut pas davantage être attribuée à des raisons nationales.

Le Comité Exécutif du P. C. tchéco-slovaque repoussa les revendications des camarades slovènes et les invita à s'entendre avec l'union des travailleurs agricoles. Le secrétaire du groupe des ouvriers agricoles de Slovaquie, Minalus, s'adressa au bureau de l'Europe centrale de l'I.S.R. à Berlin, dont il reçut l'autorisation de créer une organisation autonome.

Lozovsky a fait remarquer que le front unique n'était pas suffisamment appliqué. Le dernier Congrès de l'Internationale a constaté cependant que notre action pour le front unique en Tchéco-Slovaquie était digne de servir de modèle. Le Comité Exécutif du P. C. tchéco-slovaque n'a négligé aucune occasion de lancer le mot d'ordre et les organisations appartenant à l'I. S. R. l'ont toujours soutenu. Il est vrai, cependant, que le travail des fractions n'est pas encore assez développé et est remplacé souvent par le système des délégués.

GALLACHER (Grande-Bretagne). — A en juger par le discours de Losovsky, il faut s'attendre dans un avenir prochain à de grands changements dans le mouvement syndical international.

Les jours de l'Internationale d'Amsterdam sont passés. Son existence dépendait d'une classe ouvrière satisfaite et elle s'occupait davantage de ce qu'elle ne devait pas faire que de ce qu'elle devait faire. Même en Grande-Bretagne, où les syndicats sont conciliateurs par tradition et où les chefs ont tenté de supprimer même toute allusion à la lutte de classe, il se manifeste au sein des masses un désir lentement croissant d'action internationale. Ce qu'il faut, c'est que des revendications concrètes soient proposées aux ouvriers afin d'attirer leur attention sur le mouvement international de leur classe.

Le rapport de Losovsky en ce qui regarde la situation en Angleterre est inexact. Le parti n'a jamais réclamé qu'on lui confie tout le travail dans les syndicats, mais seulement le contrôle du travail exécuté soit par le bureau de l'Internationale Syndicale Rouge, soit par des organisations analogues. Un accord à ce sujet a été passé entre le bureau de l'Internationale Syndicale Rouge et le parti. Les noyaux communistes des syndicats ont pour tâche de recruter des membres pour le parti, mais en tant que participants d'une plus large organisation syndicale, ils doivent s'efforcer de gagner les masses au Profintern. L'opinion que le parti devrait se borner à une action politique est absurde.

Le changement du titre de l'organe du parti, *Le Communiste*, en celui de *L'ouvrier hebdomadaire*, n'est pas une tentative pour entraver l'action du bureau. Il correspond à un changement dans l'organisation du parti. Le parti a besoin de devenir le parti des masses et son journal doit être le journal des masses.

KATAYAMA (Japon) déplore que Lozovsky n'ait

rien dit, dans son discours sur le mouvement syndical de l'Extrême-Orient bien que l'organisation des ouvriers et des paysans y soit d'une grande importance pour la révolution. Les travailleurs chinois, exploités à la fois par la bourgeoisie indigène et par la bourgeoisie étrangère, sont parmi les plus opprimés du monde. Ils étaient aussi parmi les plus arriérés ; mais ils commencent à se réveiller et à se défendre. L'organisation des travailleurs des transports en Chine est particulièrement importante. Elle a réalisé de grands progrès. Au Japon la position des organisations ouvrières est extrêmement difficile. L'offensive capitaliste leur a fait un grand mal et en a détruit quelques-unes. Il y a eu du chômage ; les fascistes ont collaboré à l'écrasement du mouvement ouvrier. L'organisation syndicale progresse néanmoins, même chez les paysans.

JOHNSON (Canada). — On remarque dans le mouvement ouvrier américain des signes de revirement général, comme le crédit que trouvent la Ligue d'Éducation Syndicale et sa campagne pour la fusion. Le parti socialiste jaune a été obligé de s'allier avec Samuel Gompers et autres réactionnaires. Ce bloc Hillquit, Berger, Gompers, a combattu toutes les tendances radicales favorables à la fusion. Il n'a pas fait la moindre tentative de reconstruire les syndicats désorganisés. Ce qu'il craint le plus, c'est un mouvement de masses. Il n'y a aucun doute que les gouvernements des États-Unis et du Canada lui prêteront leur aide. Dans la Nouvelle-Écosse la police armée a été appelée pour provoquer les mineurs à une collision.

L'I.C. et l'I.S.R. doivent être très prudentes dans leurs déclarations sur les relations entre communistes et syndicats. Bien que la Ligue d'Éducation compte plus de 2.000.000 de membres, elle n'est pas assez puissante pour entreprendre la lutte contre le groupe Gompers. Il faut bâtir une organisation syndicale par industries. Il faut percevoir des cotisations pour alimenter le travail communiste et nos fractions dans les syndicats.

MESTCHERIAKOV signale que l'Internationale d'Amsterdam est entrée en liaison avec l'Internationale des Coopératives, qui est l'élément le plus attardé, le plus droitier du mouvement ouvrier. Prévoyant leur déclin, les dirigeants réformistes du mouvement syndical cherchent des appuis à droite, dans la coopération.

LOZOVSKY a la parole pour conclure.

Y a-t-il un revirement réel au sein d'Amsterdam ? Nos camarades Wieser et Mestchieriakov nous ont demandé de ne pas nous l'exagérer. C'est bien entendu. Wieser nous a montré l'ik signant une résolution d'unité et procédant en Suisse à l'exclusion des métallurgistes révolutionnaires. Il est vrai, mais le revirement est dans les masses, qui sentent la nécessité d'une nouvelle tactique. Quant à ce qui se passe dans la tête des chefs, c'est un autre chapitre. Les nouvelles tendances peuvent avoir une influence décisive, si la gauche d'Amsterdam s'accorde avec les éléments révolutionnaires du mouvement international.

Urbanj a montré avec raison que les opportunistes peuvent tirer parti des accords conclus par la Conférence des Transports. Ces accords peuvent aussi être utilisés en faveur d'une certaine possibilité communiste. Il y a même chez nous tendance à ne pas considérer le problème syndical, celui de l'I.S.R., comme un problème communiste. Il y a aussi une tendance à rester à la fois en

dehors de Moscou et d'Amsterdam pour mieux servir la cause de l'unité (les Norvégiens).

Nous devons combattre ces errements et activer notre travail en nous basant sur les résultats de la Conférence des Transports. Car si ce n'est pas nous qui en tirons parti, nos adversaires le feront.

Il y a des leaders foncièrement réformistes qui croient nécessaire de s'entendre avec nous pour sauver leur situation et leurs organisations. Deux catégories de gens s'entendent avec nous : ceux qui croient sincèrement à l'efficacité de l'action de classe, et ceux qui veulent tromper encore les travailleurs en leur disant : « Nous sommes avec les révolutionnaires, ce n'est pas la peine que vous alliez chez eux. » Pour parer à la manœuvre, notre effort doit être intensifié après chaque conférence du genre de celle des Transports.

Répondant à Urbani, l'orateur examine la question des comités d'usines. En France, on a voulu constituer des comités de mines, selon trois procédés : grouper les seuls mineurs unitaires les mineurs appartenant à toutes les organisations, ou tous les mineurs sans distinction. A notre sens tous les ouvriers doivent se grouper autour des comités d'usine. A nous d'y faire élire nos candidats. Si nous n'y réussissons pas, c'est que nous travaillons mal.

Il y aurait danger à laisser, comme en Tchéco-Slovaquie, la question nationale se poser dans les syndicats. Zapotocky a dit que le Bureau de Berlin de l'I.S.R. a favorisé la création en Tchéco-Slovaquie d'un nouveau syndicat autonome. Si c'est vrai, nous le désavouons et lui donnerons pour l'avenir des instructions formelles. Mais le P.C. tchéco-slovaque n'a rien fait de son côté pour corriger l'erreur.

En Angleterre, certains membres de notre parti, constituant le Bureau de l'I.S.R., ont sur le rôle du parti et des syndicats des idées tout à fait erronées. A l'un, disent-ils, le travail économique, à l'autre le travail politique. Le travail dans les syndicats doit être inlassablement poussé, le parti en sera fortifié par contre-coup. Il serait insensé d'attendre que le parti se soit fortifié pour commencer cette œuvre urgente.

En Amérique, où nous avons affaire aux traditions réactionnaires de Gompers et révolutionnaires des I.W.W., la lutte contre le double unionisme, excellente, ne doit pas être exagérée. Lorsque existent des unions parallèles, il faut tout de même savoir y travailler.

Katayama s'est demandé pourquoi le rapport sur la question syndicale n'avait pas traité du mouvement dans les pays d'Orient ; c'est que nous n'avons pas présenté de rapport général, mais seulement envisagé les problèmes d'actualité. Ajoutons qu'il y a un problème colonial dans le mouvement syndical. Que font les P.C. français, hollandais, anglais, dans ce sens ? Trop peu de chose. Le Labour Party s'efforce cependant d'étendre son influence sur les Indes et c'est là une forme de l'influence impérialiste. Nous devons faire davantage. C'est une question vitale pour la Révolution.

En général, l'activité des partis communistes dans les syndicats est insuffisante. Nos partis n'ont pas utilisé le dixième des possibilités que leur ont offertes les événements. Les masses recouvrent la volonté d'action. Plus d'effort, plus d'énergie, et nous viendrons à bout du réformisme, de l'anarchisme et du confusionnisme. Ce qu'on voit en Espagne et en France, la persistance de l'individualisme ouvrier, du confusionnisme libertaire, du je m'enfichisme, prouve l'insuffisance de l'action syndicale des partis communistes.

Il y a encore en France de petits syndicats de

cheminots groupant une trentaine de membres. A un congrès récent de l'Ouest, il a été parlé de 12 syndicats comprenant 366 membres. Le problème des syndicats d'industrie, réglé par le congrès de l'I.S.R. d'accord avec la C.G.T.U., n'a donc pas encore été résolu pratiquement.

En somme l'I.S.R., dont on a parfois voulu douter, est devenue une grande force. Elargissons notre activité, pénétrons-en tout le mouvement ouvrier, fortifions notre organisation !

Le fascisme international

Le congrès passe au point suivant de l'ordre du jour : le fascisme. Le rapport est présenté par Clara Zelkin. L'apparition de la vieille révolutionnaire à la tribune est accueillie avec enthousiasme. Clara Zelkin, malade, qui ne peut marcher et que l'on a dû porter dans un fauteuil est forcée de parler assise.

Le fascisme est pour le prolétariat un ennemi extrêmement dangereux. Le fascisme est l'expression concentrée de l'offensive générale de la bourgeoisie. C'est pourquoi sa défaite est une question de vie ou de mort pour chaque prolétaire.

Le prolétariat tout entier doit entreprendre la lutte contre le fascisme. Nous vaincrons d'autant plus vite le fascisme que nous comprendrons mieux sa nature : jusqu'à présent une grande obscurité a régné à ce sujet, non seulement parmi les ouvriers, mais même dans leur avant-garde révolutionnaire, les communistes. Jusqu'à présent le fascisme était placé sur le même plan que la terreur blanche de Horthy.

Les méthodes sont les mêmes, mais l'essence est autre. La terreur hongroise a succédé à une révolution victorieuse, quoique brève ; c'était la vengeance de la bourgeoisie contre le prolétariat. Ses auteurs étaient une clique restreinte d'anciens officiers.

Le fascisme, considéré objectivement, n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat ; c'est le châtement qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie. Ses organisateurs ne sont pas une petite caste, ils pénètrent profondément dans les couches sociales.

Il ne s'agit pas de vaincre le fascisme seulement militairement, mais encore politiquement et idéologiquement. Pour les réformistes, le fascisme encore aujourd'hui n'est pas autre chose qu'une réaction à la violence partie du prolétariat. Les réformistes attribuent le fascisme à la révolution russe et à ses effets. Au congrès de fusion de Hambourg, Otto Bauer n'a pas fait autre chose lorsqu'il a dit que les communistes étaient responsables pour une grande part du fascisme, puisqu'ils avaient affaibli le prolétariat par de continuelles scissions. Otto Bauer oubliait complètement que la scission des indépendants allemands a eu lieu avant que la révolution russe ait donné l'exemple démoralisant. Malgré ces conceptions, Bauer est arrivé à Hambourg aux conclusions suivantes : il faut opposer aux organisations du fascisme des organisations défensives du prolétariat. Car il serait inutile de faire appel à la démocratie contre la violence réactionnaire. Il est vrai que Bauer s'est empressé d'expliquer qu'il ne s'agissait pas de moyens dont l'emploi n'est pas toujours couronné de succès, tels que l'insurrection : pas même de la grève générale, mais seulement d'une coordination entre l'action parlementaire et l'action des masses. De quelle sorte d'action s'agit-il ? Bauer ne l'a pas expliqué. Le seul moyen qu'il juge adapté à la lutte contre le fascisme, c'est la fondation

d'un Bureau International d'Informations sur la réaction mondiale.

Ce qui caractérise cette nouvelle mais si vieille Internationale, c'est sa foi en la domination bourgeoise et sa méfiance à l'égard du prolétariat, qu'elle ne considère pas comme le facteur le plus puissant de la révolution mondiale. Les membres de cette Internationale croient qu'en présence de la force inébranlable de la bourgeoisie, le prolétariat n'a pas autre chose à faire que d'être prudent et de ne pas exciter le tigre bourgeois.

Le fascisme, si violent que soient ses manifestations, n'est pas autre chose que l'expression de la décadence de l'économie capitaliste et le symptôme de la décomposition de l'Etat bourgeois. Avant la guerre, nous observions déjà des symptômes de cette décadence du capitalisme. Puis la guerre a secoué profondément l'économie capitaliste et amené non seulement un appauvrissement considérable du prolétariat mais aussi la misère des classes petites bourgeoises, des petits paysans et des intellectuels. On avait promis à toutes ces classes que la guerre améliorerait leur situation matérielle. Mais c'est justement le contraire qui se produit. De grandes parties des anciennes classes moyennes ont été prolétarisées et ont complètement perdu la sécurité du lendemain. Beaucoup d'anciens officiers ayant perdu leur gagne-pain sont dans la même situation. C'est dans toutes ces classes que le fascisme a recruté ses troupes. Cette composition explique aussi pourquoi le fascisme a dans nombre de pays un caractère monarchiste prononcé.

Le fascisme prend également racine dans l'arrêt de la révolution mondiale, causé par la trahison des dirigeants réformistes. Dans une grande partie des classes petites bourgeoises et même des classes moyennes la psychologie de guerre avait fait place à une certaine sympathie pour le socialisme réformiste ; elles espéraient qu'il amènerait, grâce à la démocratie, une transformation sociale. Leurs espérances ont été trompées. Elles voient maintenant que les dirigeants réformistes vivent en union sacrée avec la bourgeoisie. Et le plus triste est qu'elles ont perdu non seulement la foi dans les chefs réformistes, mais aussi toute confiance en le socialisme. A cette masse déçue par le socialisme se sont joints de larges cercles prolétariens — composé de prolétaires désespérant et du socialisme et de leur propre classe. Ainsi le fascisme est devenu un asile pour les sans-gites politiques. Pour être tout à fait juste reconnaissons que les communistes, à l'exception des Russes, en sont aussi partiellement responsables ; car toutes ces masses se sont jetées dans les bras des fascistes parce que notre action n'a pas eu assez de prise sur elles. Le but des fascistes, qui se recrutent dans toutes les classes de la société, devait être naturellement de surmonter les antagonismes de classe parmi leurs partisans ; le moyen devant être un Etat autoritaire. Le fascisme contient aussi des éléments qui pourraient devenir très dangereux pour l'ordre bourgeois, qui le deviendraient même nécessairement. Malgré cela ces éléments ont toujours été jusqu'à présent dominés par les tendances réactionnaires.

Dès le début, la bourgeoisie a clairement apprécié la situation. Elle veut reconstruire l'économie capitaliste. Le rétablissement de la domination de la classe bourgeoise dans les circonstances actuelles entraîne nécessairement l'aggravation de l'exploitation du prolétariat. La bourgeoisie s'aperçoit qu'à la longue les socialistes-réformistes, ces apôtres de la paix, ont perdu leur influence sur le

prolétariat. Il ne lui reste plus qu'à employer la violence contre les travailleurs sur lesquels la persuasion n'agit plus. Mais les moyens de l'Etat bourgeois commencent à ne plus suffire. Elle a donc besoin d'une autre organisation qui lui est offerte par la masse bigarrée des fascistes. Le fascisme revêt différents caractères suivant les pays. Mais dans tous les pays, il y a deux traits particuliers : une apparence de programme révolutionnaire, adaptée avec une adresse extraordinaire aux intérêts et aux revendications des masses et l'emploi de la force brutale.

Le fascisme italien est un exemple classique. En Italie les industriels ne sont pas assez forts pour reconstruire le système économique détruit. On n'attend pas de l'Etat qu'il intervienne pour renforcer la puissance et les possibilités matérielles des industriels de l'Italie du Nord. Les capitalistes ruraux et le petit capital financier étaient dominants dans l'Etat. L'industrie lourde artificiellement construite pendant la guerre, s'est écroulée au lendemain et un chômage important s'est développé. Toutes ces circonstances ont créé une situation nettement révolutionnaire. De là l'occupation des fabriques pendant l'été 1920. Les faits montrèrent qu'une petite minorité seulement du prolétariat était parvenue à la maturité révolutionnaire. C'est pourquoi l'occupation des fabriques aboutit à une défaite et non à une extension du mouvement révolutionnaire. Les dirigeants des syndicats réformistes trahirent ignominieusement ; mais il était visible aussi que le prolétariat n'avait ni la volonté ni la force de faire la révolution. Malgré l'influence réformiste certaines forces, dans le prolétariat, pouvaient devenir gênantes pour la bourgeoisie. Les élections municipales qui donnèrent au socialdémocrate un tiers des sièges lui furent un signal d'alarme. Elle chercha une force capable de vaincre le prolétariat révolutionnaire. Dès ce moment Mussolini commença à retenir l'attention avec son « fascio ». Après la défaite du prolétariat au moment de l'occupation des fabriques, le nombre des fascistes s'était élevé à 1.000 et une grande partie du prolétariat se tournait vers Mussolini. D'autre part, de grandes masses tombaient dans l'indifférence. La raison du succès des fascistes à cette époque ce fut leur attitude révolutionnaire. Leur but avoué était la lutte pour les conquêtes révolutionnaires de la guerre révolutionnaire ; pour l'atteindre ils désiraient un Etat fort qui saurait défendre ces conquêtes contre les intérêts particuliers des classes sociales. Son mot d'ordre était : Contre tous les exploités ; donc contre la bourgeoisie aussi. Le fascisme eut alors une attitude si radicale qu'il réclama l'exécution de Giolitti et la déchéance de la dynastie italienne. Mais Giolitti se garda bien d'envoyer la force contre le fascisme, qui lui semblait le moindre mal. Pour céder à cette tendance il eut recours à la dissolution du Parlement. A cette époque Mussolini se cramponnait encore à son républicanisme et déclarait à un interviewer que la fraction fasciste ne pouvait pas participer à la première session de la nouvelle Chambre italienne à cause de sa position antimonarchiste. Cette déclaration produisit une crise dans le mouvement fasciste ; crise résolue par la constitution du fascisme en un parti dont la direction se composait de partisans de Mussolini et de monarchistes. Le parti fasciste créa un double appareil pour 1° corrompre et 2° terroriser la classe ouvrière. Pour corrompre la classe ouvrière furent créées des brigades, nées des « expéditions de représailles ». Faisons remarquer encore une fois que la trahison des réformistes italiens pendant la grève générale qui

fut cause de la défaite actuelle du prolétariat italien, encouragea immédiatement les fascistes à un coup d'Etat. Mais c'avait été la faute du parti communiste de ne voir dans le fascisme qu'un mouvement militariste terroriste et de ne pas comprendre sa profonde importance sociale (1).

Examinons maintenant ce que le fascisme a fait après la conquête du pouvoir pour réaliser son programme d'apparence révolutionnaire, pour mettre à exécution ses promesses de fonder un Etat sans classes. Il promettait un nouveau mode de scrutin et, aux femmes, l'égalité de droits. Le nouveau système électoral que Mussolini veut introduire est, en réalité, la pire déformation du droit de vote en faveur de la réaction. D'après ce système, le parti le plus fort reçoit les deux tiers des mandats ; les autres partis ensemble, un tiers. Le droit de vote des femmes est presque supprimé.

Seule une petite minorité de femmes appartenant à la classe possédante ou « décorées de guerre » reçoivent le droit de vote. Depuis longtemps, il n'est plus question du Parlement économique et de l'Assemblée Nationale, qui avaient été promis, pas plus que de la suppression du Sénat solennellement promise autrefois.

Il en est de même des promesses sociales. Les fascistes avaient inscrit dans leur programme la journée de huit heures ; mais le projet de loi qu'ils ont apporté au Parlement prévoit tant d'exceptions que la journée de huit heures est supprimée de fait. L'affermissement des salaires n'a pas davantage été réalisé. Grâce à la suppression des syndicats, les patrons peuvent se permettre de réduire les salaires de 20 à 30 % et même, dans certains cas, de 50 à 60%. Le fascisme avait promis des assurances sur la vieillesse et l'invalidité. Dans la pratique, les 50 millions de lires prévues à cet effet par le budget ont été supprimés pour des raisons d'économie. On avait promis aux ouvriers la participation technique à la direction des usines. Mais il y a aujourd'hui, en Italie, une loi interdisant en général les Comités d'usines. Le capital privé a pris en main les entreprises de l'Etat. Le programme des fascistes prévoyait un impôt général et progressif sur le capital qui devait revêtir le caractère d'une expropriation. Dans les faits, c'est le contraire qui s'est produit. Différentes taxes de luxe sont abrogées, entre autres l'impôt sur les automobiles qui, paraît-il, nuisait à la production nationale. Les impôts indirects ont été élevés, pour restreindre la consommation inférieure et favoriser l'exportation. La valeur nominale du papier-monnaie a été relevée, ce qui ouvre naturellement la porte à la fraude. Les écoles sont livrées au clergé.

Avant son arrivée au pouvoir, Mussolini demandait la nomination d'une commission de vérification des bénéfices de guerre, sur lesquels l'Etat devait prélever un impôt pouvant aller jusqu'à 85 %. Lorsque cette commission devint trop gênante pour ses bailleurs de fonds, les maîtres de l'industrie lourde, il ordonna qu'elle n'ait plus qu'à lui communiquer des rapports ; de nouvelles dispositions menacèrent d'un emprisonnement de six mois ceux qui publieraient les débats de la commission.

Même dans le domaine militaire, le fascisme n'a pas tenu ses promesses. L'armée ne devait avoir d'autre but que la défense nationale. En réalité, la durée du service militaire a été élevée de 8 à

16 mois ; le nombre des hommes sous les drapeaux est passé de 250.000 à 350.000 au moins. La garde royale a été dissoute, étant trop démocratique pour Mussolini. Au contraire, les carabinieri, qui comptaient 65.000 hommes, en comptent maintenant 90.000, et toutes les troupes de police ont été doublées. Les organisations fascistes sont transformées en une sorte de milice nationale qui compte, d'après les dernières données, environ un demi-million d'hommes. Mais, grâce aux différences sociales, les antagonismes politiques se sont glissés dans la milice et aboutiront finalement à la décomposition du fascisme.

Si nous comparons le programme des fascistes et ses réalisations, nous pouvons déjà constater la décadence idéologique totale du fascisme italien. Cette faillite idéologique sera nécessairement suivie d'une faillite politique. Le fascisme est hors d'état de contenir les forces qui l'ont aidé à prendre le pouvoir. Déjà, différents antagonismes se font jour. Jusqu'à présent, il n'a pas encore réussi à soumettre l'ancienne bureaucratie. Dans l'armée aussi des froissements se produisent entre les anciens officiers et les officiers fascistes. L'opposition augmente entre les différents partis politiques. Dans tout le pays, la résistance au fascisme s'accroît. Les antagonismes de classe commencent même à pénétrer dans le fascio. Les fascistes sont tout à fait incapables de tenir les promesses qu'ils ont faites aux ouvriers et à leurs propres syndicats. Les réductions de salaires et les renvois d'ouvriers sont à l'ordre du jour. Si bien que la première protestation contre le mouvement syndical fasciste s'élève des rangs mêmes du fascio. Les ouvriers deviendront rapidement conscients de leurs intérêts et de leur devoir de classe. Nous ne pouvons pas considérer le fascisme comme une puissance unie ; c'est plutôt un composé d'éléments contradictoires dont la décomposition s'effectuera d'elle-même. Mais il serait très dangereux de penser que la décadence idéologique et politique du fascisme en Italie sera immédiatement suivie de sa décadence militaire.

Nous devons, au contraire, penser que le fascisme cherchera à se maintenir par tous les moyens terroristes. C'est pourquoi la classe ouvrière révolutionnaire d'Italie doit être prête à de bien durs combats. Il serait regrettable que nous assistions en spectateurs à ce processus de décomposition. Notre devoir est de l'accélérer par tous les moyens qui sont à notre disposition.

Ce n'est pas seulement le devoir du prolétariat italien, mais aussi celui du prolétariat allemand vis-à-vis de son propre fascisme. C'est une conséquence de l'issue de la guerre et de la défaite de la Révolution. En Allemagne, l'économie capitaliste est ruinée, l'Etat est faible et, d'autre part, dans aucun pays, la contradiction entre la maturité objective pour la révolution et le défaut de maturité subjective de la classe ouvrière n'est aussi grande qu'en Allemagne. Dans aucun pays, les réformistes n'ont aussi honteusement trahi qu'en Allemagne. Leur trahison est plus criminelle encore que celle de tout autre parti de la vieille Internationale. C'est pourtant justement dans le pays où les organisations ouvrières sont les plus anciennes et les mieux organisées qu'elles auraient dû lutter avec les moyens les plus efficaces pour la libération du prolétariat.

Le traité de paix et l'occupation de la Ruhr n'ont pas tant fortifié le fascisme en Allemagne que l'avènement de Mussolini au pouvoir. La défaite du fascisme en Italie serait la plus grande cause de démoralisation pour les fascistes allemands. Nous ne devons jamais oublier ceci :

(1) Remarquons qu'avant de vaincre militairement le fascisme avait déjà vaincu politiquement et idéologiquement.

la victoire sur le fascisme à l'étranger a pour condition préalable la victoire sur le fascisme à l'intérieur de chaque pays. Notre devoir est de vaincre le fascisme idéologiquement et politiquement. Il en résulte pour nous des tâches particulièrement difficiles. Nous ne devons pas oublier que le fascisme est le mouvement des éléments sociaux déçus et privés de moyens d'existence. Nous devons chercher à conquérir ou tout au moins à neutraliser ces éléments. J'attache la plus grande importance à ce fait : nous devons soutenir une incessante action idéologique et politique pour la conquête de ces masses ; comprendre clairement qu'elles ne cherchent pas seulement une issue à leur misère, mais qu'elles veulent de nouvelles idées. Nous devons sortir des cadres anciens de notre activité. La 3^e Internationale, à l'opposition de ses devancières, ne fait pas de distinction entre les races. D'autre part, les Partis communistes doivent pas être seulement les défenseurs des travailleurs manuels, mais aussi ceux des travailleurs intellectuels. Ils doivent être les guides de toutes les couches sociales qui, par leurs intérêts vitaux et par celui de leur avenir, sont opposés à la domination de la bourgeoisie.

C'est pourquoi je souhaite que les propositions de Zinoviev sur la lutte pour le Gouvernement ouvrier et paysan soient adoptées. Ce nouveau mot d'ordre est d'une grande importance pour tous les pays. Il est une nécessité de la lutte contre le fascisme et signifie que les larges couches de la petite paysannerie seront amenées au communisme. Nous ne devons pas craindre de combattre pour notre programme politique et économique. Nous devons porter aux masses les principes fondamentaux du communisme. Si nous ne

le faisons pas, nous tomberons dans l'opportunisme, nous irons vers la banqueroute. Adoptons des méthodes de travail conformes à nos nouvelles tâches. Sachons parler aux masses de façon à nous faire comprendre d'elles, sans rien abdiquer de nos idées.

Chaque parti doit remplir des tâches conformes à la situation de son propre pays. Ne nous dissimulons pas non plus que la victoire politique et idéologique sur le fascisme ne suffirait pas. Le prolétariat est actuellement sur la défensive vis-à-vis du fascisme. Il défend sa vie et ses organisations. Quand le fascisme emploie la violence, il faut lui répondre par la violence : je ne parle pas ici des actes individuels, mais de la violence de classe révolutionnaire. L'Allemagne a commencé par l'organisation des Centuries. Cette action ne peut être utile qu'avec le front unique prolétarien, car les ouvriers, sans distinction de partis, doivent s'unir pour la lutte contre le fascisme et la légitime défense du prolétariat est un des plus puissants facteurs de constitution du front unique.

Ce n'est que lorsque chaque ouvrier sera conscient de ses intérêts de classe que nous pourrons préparer notre victoire militaire sur le fascisme. Si nous réussissons à nous rapprocher de ce but, l'offensive de la bourgeoisie aura beau paraître victorieuse, nous ne douterons pas de la fin prochaine de l'économie capitaliste et de l'Etat bourgeois. La décadence de la vieille société fait espérer fermement que le prolétariat se redressera bientôt, affirmant : je suis la force, la volonté, l'avenir !

La fin de la péroraison de Clara Zetkin est accueillie par de vifs applaudissements. La séance est levée aux accents de l'Internationale.

Treizième séance (21 juin)

La séance est ouverte à midi par AMTER, pour le débat sur la question fasciste.

KRAJEWSKY (Pologne). — En apparence, le fascisme polonais ne paraît pas aussi agressif que le fascisme italien. La bourgeoisie polonaise estime prudent de se servir seulement de temps en temps de ses multiples organisations fascistes. Il n'y a pas de mouvement fasciste centralisé comme en Italie. La ruine financière, la vie chère, le désespoir des paysans pauvres, ont entraîné un revirement dans les masses petites bourgeoises et paysannes qui se détournent de plus en plus de Pilsudsky. Le gouvernement actuel provoque parfois ces masses à des excès antisémites et des manifestations contre la Russie des Soviets. Il craint cependant le caractère spontané d'un mouvement fasciste qui pourrait les englober.

Les mots d'ordre du fascisme polonais paraissent moins hostiles à la classe ouvrière que nationalistes. Son interprète actuel est le gouvernement Glombilsky-Witos, qui préfère employer la ruse contre la classe ouvrière, sauf contre les communistes, aussi longtemps qu'il n'aura pas suffisamment renforcé son pouvoir. Comme dans tous les pays, le fascisme exige une réforme radicale du parlementarisme retirant le droit de vote à tous les ennemis de la patrie polonaise et à toutes les nationalités étrangères. Mais les attentats de Cracovie montrent que le fascisme polonais, malgré son apparence peu agressive, emploie parfois les méthodes terroristes.

Voici les principales organisations fascistes : la Ligue antibolcheviste (Varsovie), l'Union de Défense sociale (organisation de briseurs de grèves), l'Union « Progrès », les Unions militaires de Dowbor et de Haller, l'Union pour l'Education des paysans, etc.

Le fascisme polonais combat surtout le Parti communiste. Le Parti socialiste (P.P.S.), qui s'est de nouveau prononcé verbalement contre le fascisme, est, par sa politique, le serviteur du fascisme. Les offres de front unique faites au P.P.S. et au « Bund » par le Parti communiste et l'Union des prolétaires des villes et des campagnes ont été repoussées.

BOETTCHER (Allemagne). — C'est surtout dans le péril fasciste que la classe ouvrière doit recourir le plus vite possible à l'action internationale. Nous sommes ici sur le terrain de l'analyse politique du fascisme faite par Zetkin. Le fascisme s'est organisé en fortes unions nationales : le parti libéral populaire allemand et le parti ouvrier national-socialiste. Différents courants se sont créés dans son sein ; en Bavière, il s'imprègne de séparatisme et aspire à une Fédération danubienne ; le mouvement proprement allemand tend, au contraire, à « baviériser » toute l'Allemagne. La lutte est très vive.

Considéré en général, le mouvement fasciste est un mouvement populaire, avec deux caractères

saillants : l'antisémitisme et une note fortement accusée de démagogie anti-capitaliste. En politique extérieure, il s'occupe de la propagande sur la question des réparations. La campagne contre le traité de Versailles compte parmi ses principaux mots d'ordre. Sa politique intérieure est dominée par la devise de Hitler : « A bas les criminels de Novembre ! » impliquant la lutte contre le mouvement ouvrier. En Bavière, les fascistes n'exceptent pas les social-démocrates des partis ainsi visés. Les social-démocrates, parrains du fascisme, reçoivent de lui le coup de grâce.

Le Parti communiste avait proposé le mot d'ordre : Contre l'action violente du fascisme, l'action violente du parti ouvrier ; contre les Centuries fascistes, les Centuries prolétariennes ! Il avait reconnu que le fascisme n'était pas un groupe insignifiant d'unions illégales et militaristes, mais commençait à s'étendre dans le peuple. Aussitôt, il commença la lutte dans le domaine politique et économique.

La phase la plus récente du fascisme est sa stratégie dans les usines. Pour la combattre, notre Parti préconise la formation de Centuries ouvrières. Ces Centuries, c'est le front unique contre le fascisme dans les fabriques. Les communistes montrent la seule issue au chaos et à la misère actuels. Ils invitent les masses à se grouper autour d'eux. Quand ils auront réussi à organiser le front unique sur une base large et solide, on pourra écraser le fascisme dans le domaine politique et de le vaincre dans le domaine militaire.

FREY (Autriche). — L'Autriche est un exemple montrant que le fascisme est un produit, d'une part de la ruine de l'Etat bourgeois, d'autre part de la politique social-démocrate. L'Autriche n'est pas passée par la dictature des Soviets ; seule la politique social-démocrate est responsable. Il est aujourd'hui puissant et devient de jour en jour plus hardi et plus insolent. Nous prévoyions déjà le danger, dès la première année après la chute des Habsbourg, lors de la création dans les campagnes de la « Défense du foyer ». Il aurait été facile de désarmer alors le fascisme. La Social-démocratie sabota, empêcha, non seulement l'armement du prolétariat, mais aussi la formation de détachements de défense ouvrière ; les « milices de l'ordre » n'étaient que des gardes social-démocrates et luttèrent même parfois contre les communistes. Les social-démocrates ont cherché à nous éloigner de leur direction, mais ils y réussirent rarement. Nous estimons que nous devons travailler dans ces milices, car elles peuvent constituer un instrument du front unique, qui doit être organisé et être l'objet d'une agitation révolutionnaire. Nous avons, en Autriche, deux sortes de fascisme faciles à distinguer : les « *Hackenkreutzer* », qui mènent une agitation pangermaniste, et les « *Front-Kämpfer* », qui veulent la restauration des Habsbourg. L'expérience a montré que les deux tendances s'unissent pour lutter implacablement contre la classe ouvrière. Jusqu'à présent, nous avons repoussé le mot d'ordre du rattachement à l'Allemagne pour éviter de donner à la classe ouvrière l'illusion que ce rattachement peut lui être utile. La situation se modifiant de plus en plus par l'activité croissante de la classe ouvrière, il sera peut-être nécessaire d'adopter ce mot d'ordre dans l'action révolutionnaire. Nous acquerrons ainsi une arme idéologique contre le fascisme pangermaniste. L'Autriche subit actuellement une violente crise de chômage que le fascisme tente d'exploiter. Si l'Allemagne, après accord avec la France, entreprend un « assainissement » semblable à celui de l'Autriche, le chômage y augmentera de la même façon qu'en Au-

triche, ce qui peut renforcer le fascisme. La lutte contre le fascisme doit être idéologique, militaire et politique, et le Parti autrichien y consacra toutes ses forces.

SERRA. — Clara Zetkin a très bien distingué entre le terrorisme et le fascisme. Les fascistes italiens se sont toujours flattés, devant la bourgeoisie, d'avoir empêché la révolution en Italie. Au point de vue historique, c'est le contraire qui est vrai : le fascisme est né de l'échec de la révolution. Lors de l'occupation des usines, à laquelle nous devons remonter, le Parti socialiste se trouva devant ce dilemme : ou participation au gouvernement bourgeois ou révolution immédiate. La gauche empêcha la participation au pouvoir bourgeois, que d'ailleurs les masses ne voulaient pas ; la prise immédiate du pouvoir n'était pas possible et le Parti ne sut pas la préparer concrètement et en indiquer le chemin. Dès lors, les masses déçues commencèrent à prêter l'oreille au fascisme.

Les deux phases idéologiques du fascisme observées par Clara Zetkin, la phase républicaine et la phase monarchiste, se tiennent de près. Mussolini a d'abord été républicain pour flatter les anciens éléments révolutionnaires et radicaux dont il avait besoin et semer le trouble dans les cercles militaires. Dès qu'il eut réussi, il dépouilla le républicanisme. Quelles qu'aient été les prémisses idéologiques du fascisme, celui-ci, en se développant exclusivement dans le sens de la répression du mouvement ouvrier, devait s'orienter tout à fait à droite.

Le problème actuel est, principalement en Italie, celui du rapport des forces. Au fascisme, nous devons, tout en soulignant sa banqueroute idéologique, opposer notre idéologie, et cela pratiquement. Clara Zetkin a eu raison de le souligner avec sa grande autorité. L'idéologie fasciste est extrêmement sommaire : elle consiste à opposer le « national » à l'« international ». Mussolini disait récemment qu'il prend à la gorge les bourgeois pour les contraindre à être de vrais bourgeois et les socialistes pour leur faire payer les conséquences de leur position. Julien l'Apostat persécutait de même les chrétiens pour les obliger à être réellement des chrétiens. Mais nous ne devons pas nous laisser exclure par le fascisme de la vie nationale. Nous devons présenter notre internationalisme d'une façon intelligible à tous les travailleurs et même aux couches sympathisantes des classes moyennes, comme la seule solution des problèmes pratiques de la vie italienne.

La question du front unique se pose ainsi en Italie sous les rapports de l'organisation et de l'idéologie. N'oublions pas que l'organisation illégale la plus perfectionnée ne peut pas donner de grands résultats si elle ne baigne pas dans un milieu favorable. Notre action illégale doit être liée à tous les aspects de la vie italienne.

L'orateur souligne la nécessité de combattre le fascisme dès ses débuts. Sitôt qu'il a pris le pouvoir, il devient très difficile à combattre. Il considère comme impraticable le boycottage de l'Italie, qui exigerait une trop grande préparation et ne pourrait être efficace qu'à un moment décisif encore éloigné. Les communistes italiens, dit-il, ne se font pas d'illusions. Malgré sa faillite idéologique, le fascisme est encore éloigné de sa faillite politique et militaire. Nous ne sommes qu'au début d'une longue période de lutte, dans laquelle les communistes étrangers ne pourront guère nous aider directement. Mais ils nous aideront puissamment en faisant leur devoir dans leur propre pays, c'est-à-dire en tirant tous les enseignements que comportent nos expériences et notre défaite.

(A suivre.)

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le travail pratique du Congrès du Bâtiment

Le 9^e Congrès de la Fédération du Bâtiment commença ses travaux le mercredi 4 juillet. La discussion sur l'orientation syndicale dura jusqu'au 6 juillet, à midi. L'après-midi du dernier jour (vendredi 7 juillet) ayant été réservée aux questions intérieures (modifications aux statuts, élection du Bureau et de la Commission Exécutive), le temps réservé aux questions pratiques fut très limité, trop limité.

Une large discussion des questions d'orientation est nécessaire à tous les échelons du mouvement syndical, mais il ne faut cependant pas qu'elle nuise au travail essentiel, au travail de tous les jours. C'est dans cet esprit que bien des délégués désiraient une discussion plus étendue, plus appropriée, de tous les problèmes du moment.

Main-d'œuvre étrangère et régions dévastées

Cette remarque s'applique en premier lieu à la question très importante de la main-d'œuvre étrangère, qui vint en discussion devant une salle inattentive, encore sous le coup de la discussion de l'orientation syndicale. Un rapport était présenté par Le Pen, retraçant ainsi qu'il suit le travail antérieur de la Fédération du Bâtiment, la plus touchée par l'afflux des travailleurs des autres pays.

La Fédération a fait savoir à tous les syndicats qu'ils se devaient de lui signaler les localités où des travailleurs italiens ou espagnols étaient occupés. Des tracts, des affiches par milliers ont été imprimés, envoyés et distribués aux organisations. Une page, et quelquefois deux, du Travailleur du Bâtiment a été écrite pour la propagande, en langues italienne et allemande. Enfin, un grand nombre de réunions ont été accomplies par des propagandistes italiens ; des résultats ont été obtenus, puisque plusieurs milliers de travailleurs ont été groupés et adhérent à la Fédération.

A la question de la main-d'œuvre étrangère se lie intimement celle des régions dévastées où les ouvriers des autres pays sont employés en grand nombre : c'est pourquoi le congrès discuta en même temps que le rapport de Le Pen, le rapport présenté sur la question des régions dévastées par Hostyn, délégué régional du Nord, lequel rapport insistait fortement avec raison sur la nécessité d'un effort spécial de la Fédération.

Les travailleurs de langue étrangère sont en France victimes d'une exploitation honteuse : ils n'ont aucun droit et s'ils prétendent en conquérir, on les prive de leur gagne-pain, on les expulse. Ils sont le plus possible éloignés des ouvriers français, préservés de la « contamination syndicaliste », et peuvent être facilement utilisés pour briser les mouvements revendicatifs. Le devoir des syndicats français est de les organiser parce qu'ils sont des exploités au même titre que les travailleurs du pays et, parce qu'inorganisés, ils servent à l'avilissement des conditions de travail et favorisent l'offensive du capitalisme contre les syndicats. Dans le bâtiment, il existe des chantiers uniquement composés d'ouvriers d'autres pays, que jamais la propagande n'a pu toucher et qui

permettent aux entrepreneurs de se rire de l'action syndicale.

Tous les délégués qui intervinrent sur la question furent unanimes à reconnaître la nécessité de l'extension du travail fédéral dans cette voie. Finalement, il fut résolu d'agir pour la création de sections d'instables et d'instituer à la Fédération à partir du 1^{er} août et pour une durée de trois mois deux postes de délégués d'instables qui s'occuperont spécialement des 13^e et 14^e régions.

Cette décision permettra sans doute à la Fédération d'arriver à grouper un plus grand nombre d'ouvriers des autres pays, mais elle n'est qu'un palliatif : elle ne résoud pas le problème de la main-d'œuvre étrangère. La solution de ce problème n'est possible que sur le plan international. Dans son rapport, Le Pen déplorait l'absence de coordination entre les diverses organisations nationales intéressées. C'est là qu'est le mal. C'est là dessus que les congressistes auraient dû insister. Mais ils n'ont même pas parlé de l'adhésion de la Fédération au Comité International de Propagande et d'Action constitué par l'I. S. R., ce qui pourtant aurait été un premier pas vers cette coordination, que chacun appelle à grands cris.

Le Congrès a tenu à protester contre la désignation du secrétaire de la main-d'œuvre étrangère auprès de la C.G.T.U. Je ne suis pas qualifié pour discuter la valeur de sa protestation, mais je crois que pour lutter efficacement, la Fédération devra, en dehors de toute chicane, associer ses efforts à ceux de la C.G.T.U. et des autres fédérations intéressées (Mineurs, Métaux, etc.).

Les huit heures

Sur cette question, le Congrès entendit un rapport de Lagache. Ce rapport ne renfermait aucune donnée positive sur l'état de l'application des huit heures dans l'industrie du bâtiment. Or, comment lutter si on ne sait pas où diriger l'effort fédéral ? Qu'on se fixe des moyens énergiques d'action, qu'on dise : seule la force syndicale peut faire appliquer les huit heures, c'est très bien, mais il faut sortir du domaine des mots pour réaliser dans celui des faits. Considérant qu'en raison de l'éparpillement des forces ouvrières une action générale ne peut avoir lieu aujourd'hui, il aurait fallu rechercher un point d'une importance particulière sur lequel la Fédération aurait fait porter intensément, pendant une période donnée, son effort : ce point aurait pu être la 18^e région, où une action est commencée pour le respect intégral des huit heures, en même temps que pour l'augmentation des salaires. Une fois les huit heures installées dans toute la région parisienne ou dans une autre région de même importance, la lutte dans les autres coins serait rendue, par la force de l'exemple, bien plus aisée et bien plus féconde.

Le moyen d'imposer les huit heures n'est pas autre que celui donné par Lagache : déterminer les travailleurs à quitter le chantier leurs huit heures accomplies. Moyen d'action directe, moyen sûr, qui exige de la fermeté et du courage. Si on l'employait effectivement, avec une propagande extrêmement vive dans la région parisienne, je suis sûr qu'on obtiendrait bientôt des résultats qui vaudraient pour toutes les régions de France.

Les Ghildes

Voici comment, dans son rapport moral, le Comité National expliquait la position de la Fédération au sujet des Ghildes :

Les Ghildes sont des organisations réunissant des techniciens et des ouvriers, associant leurs efforts pour démontrer la capacité ouvrière. Elles ont l'avantage sur les coopératives de ne point répartir de bénéfices à leurs adhérents, mais de verser ces bénéfices à des œuvres sociales, et en outre de fonctionner sous le contrôle syndical. Depuis plusieurs années, plusieurs de ces organismes fonctionnent en Italie, en Allemagne et en Angleterre. Tout en reconnaissant qu'elles fonctionnent dans ces pays sous la directive des réformistes, on peut se demander si, placées sous la directive d'autres hommes, l'expérience n'eût point été beaucoup plus concluante. Aussi pensons-nous qu'il est possible, tenant compte des imperfections et de l'état d'esprit qui règne dans les organismes cités, de modifier chez nous la forme et l'action des ghildes. Dans tous les cas, nous avons pensé qu'il nous était impossible de ne pas tenir compte des propositions qui nous étaient faites par l'U.S.T.I.C.A. et du désir exprimé par de nombreux syndicats, de tenter l'expérience sur ce terrain. Tout en conservant notre indépendance au cas où des conflits interviendraient dans ces organismes, nous réservant un continu contrôle pour la défense des travailleurs, dans le but de matérialiser notre aide, le Bureau et la Commission Exécutive ont voté une somme de cinq cents francs pour la création d'un bureau d'études, bien entendu en dehors de la Fédération, et uniquement au compte de la gilde. La Fédération, en toute indépendance, a aidé à constituer à Paris une gilde, une autre dans le Nord. Tout en reconnaissant l'utilité de cette expérience, en présence de la délicatesse de cette question, la Fédération n'a pu jouer qu'un rôle moral. L'avenir dira si cette expérience doit être continuée.

A ce sujet, deux points de vue s'affrontèrent : celui du Bureau fédéral, qui demanda au Congrès par la bouche du rapporteur Jouvé de continuer l'expérience des ghildes, parce « qu'elles sont un moyen de préparer les cadres de la société de demain » ; celui des terrassiers de la Seine au nom desquels Frago et Ceppé exposèrent les gros dangers des ghildes.

« Vous vous êtes dressés contre les partis, déclara Frago, et vous accepteriez de travailler avec des techniciens qui ne sont pas de la classe ouvrière ! Gardons donc notre énergie pour nous. »

Frago et Ceppé pensent que la classe ouvrière n'a pas besoin des ghildes pour acquérir la capacité économique. Patronner les ghildes, c'est créer une inégalité entre les ouvriers : c'est risquer de perdre de bons militants qui, dans la gilde, oublient les duretés de l'exploitation patronale.

L'U.S.T.I.C.A. a édité, sur la question, une brochure que je m'étais promis d'analyser aujourd'hui. Le temps me faisant défaut, je dois remettre cette analyse à plus tard. Mais je veux tout de suite dire que les terrassiers de la Seine ont pleinement raison de ne pas vouloir tomber dans cette nouvelle illusion de la coopérative de production. Il est regrettable que le Congrès ne les ait pas suivis, qu'il n'ait point condamné cette déviation due à la pénétration du mouvement ouvrier par les techniciens de l'U.S.T.I.C.A. Loin de moi la pensée de nier la valeur révolutionnaire de certains techniciens, mais je crois que l'U.S.T.I.C.A. nourrit de dangereuses illusions dans lesquelles la classe ouvrière ne doit pas se laisser entraîner.

Les Syndicats d'industrie

Sur cette question, le Congrès s'est affirmé en accord complet avec l'Internationale Syndicale Rouge, puisqu'il a confirmé la résolution du Congrès de Dijon suivant laquelle les ouvriers du bâtiment doivent s'organiser en syndicats d'industrie. Certes, il faut avant d'opérer cette transformation indispensable, tenir compte de ce qui existe et ne pas éloigner des organisations les ouvriers en qui subsistent les préjugés corporatistes, et c'est pourquoi les sections techniques doivent avoir la place à laquelle elles ont droit dans les syndicats d'industrie, mais la propagande pour la création de ces derniers ne doit pas faiblir, au contraire, si l'on veut pouvoir lutter contre l'organisation centralisée du patronat. Le Congrès du bâtiment mérite d'être loué pour l'avoir compris.

Querelle intérieure

Main-d'œuvre étrangère, Régions dévastées, huit heures, syndicats d'industrie, le Congrès du Bâtiment s'est prononcé sur ces différents points. Les décisions qu'il a prises doivent être appliquées et le nouveau Bureau fédéral devra, dans deux ans, se présenter devant les syndicats avec des résultats probants. Malheureusement, on peut craindre qu'il n'en soit pas ainsi, non pas parce que les discussions de tendances continueront, mais parce qu'un conflit intérieur a surgi dans le sein même de la majorité du Congrès.

Ce conflit a pris naissance sur la durée du mandat des fonctionnaires de la Fédération. Les terrassiers de la Seine demandaient que la durée de ce mandat soit fixée à quatre ans au lieu de deux comme le Congrès de Dijon l'avait décidé. Cette décision aurait amené le Congrès à maintenir dans leurs fonctions deux secrétaires sortants, en la circonstance Monier et Le Pen, et que Pierre-ton, Courtinat et Couture avaient exprimé bien catégoriquement leur volonté de partir. Elle fut combattue âprement par les délégués du Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine, anti-fonctionnaristes par principe et par définition. Le Congrès donna raison aux délégués du S.U.B., sur quoi Monier et Le Pen déclarèrent démissionner de la nouvelle C.E., pour laquelle ils n'obtinrent d'ailleurs qu'un nombre de voix sensiblement inférieur à celui des autres candidats de leur tendance.

Parfaitement unie pour « battre les communistes », la majorité du Bâtiment s'est déchirée sur le choix des hommes à placer à la tête de la Fédération. Pour être syndicaliste pur, on n'en est pas moins homme... Il faut voir dans ce conflit l'aboutissant de l'anti-fonctionnarisme qui servait à certains de seul cheval de bataille contre les syndicalistes d'Union sacrée. La majorité du Congrès a oublié qu'il était impossible de renouveler convenablement chaque deux ans tout le personnel d'une Fédération aussi importante que celle du Bâtiment : elle a oublié que le mouvement ouvrier français n'était pas assez riche en militants pour s'offrir ce luxe-là.

Une telle querelle intérieure ne peut réjouir personne. Elle laisse entrevoir que la Fédération du Bâtiment, au lieu de se fortifier et d'agir, végétera pendant longtemps dans des discussions stériles de personnalités, et ce n'est pas gai.

Mais on ne pourra pas, en l'occasion, accuser les partisans de l'I.S.R. de vouloir ternir le prestige du syndicalisme pur. Ils n'ont qu'un souci : celui de voir la Fédération du Bâtiment sortir de cette pénible situation en même temps qu'elle reviendra à ses erreurs.

Maurice CHAMBELLAND.

“ A bas les Syndicats ! ”

Notre camarade Monatte a relevé comme il convenait l'affirmation de Monier, au Congrès fédéral du Bâtiment, accusant Lozovsky d'avoir déclaré, au 1^{er} Congrès de l'I. S. R., qu'il fallait dire aux ouvriers : « A bas les syndicats ! »

Si Monier s'était donné la peine de se documenter — et ce lui était facile — il n'eût pas apporté à la tribune du Congrès son affirmation, qui démontre avec quelle légèreté, quel parti pris, argumentent les adversaires de l'I. S. R.

Il y avait, au Congrès du Bâtiment, un homme qui était bien placé pour renseigner Monier sur ce point : cet homme, c'est Boisson, qui fut délégué de la C. T. M. (la défunte Confédération des Travailleurs du Monde... de Marseille) au 1^{er} Congrès de l'I. S. R. La thèse scissionniste (destruction des vieux syndicats) de Boisson-Périsat — qui était aussi celle de Bartels, de l'Union Générale de Gelsenkirchen — fut condamnée par la presque unanimité du Congrès.

Mais Boisson n'a rien dit. L'esprit de tendance est, chez lui, plus fort que le souci de la vérité.

Pour qu'il ne reste aucun doute dans l'esprit des camarades, nous croyons utile de reproduire toute la partie du discours de Lozovsky où se trouve incluse la phrase mal interprétée par Monier.

Même à travers une traduction défectueuse, l'esprit de ce discours est suffisamment net pour couper court à tous les ergotages... — V. G.

Conquête ou destruction des organisations Syndicales

Passons à l'Allemagne. Ici, la situation est beaucoup plus compliquée qu'en France, parce que le mouvement syndicaliste français n'a jamais été aussi puissant ni aussi bien organisé que le mouvement allemand. En Allemagne, nous avons de vieux syndicats avec leur vieille bureaucratie syndicale. C'est une énorme machine. Elle englobe une quantité formidable d'ouvriers et les conduit par les chemins battus. Là-bas, dans les syndicats libres, seulement, il y a dix millions de syndiqués ; les syndicats catholiques-paysans ont deux millions de syndiqués, etc. Bref, nous voyons treize millions d'ouvriers organisés dans les syndicats : de ce nombre, 10 millions dans les syndicats libres. A côté de cela, il s'est créé un petit groupe de 250.000 hommes qui ont quitté les vieilles organisations syndicales, les qualifiant de « contre-révolutionnaires » ; ils prétendent qu'il ne pourra pas y avoir de révolution en Allemagne, sans que les anciennes organisations syndicales ne soient détruites. Cette idéologie qui préconise la

destruction des syndicats caractérise le Parti Communiste de gauche de l'Allemagne. Mais que signifie détruire les syndicats ? Si l'on se rapporte à la littérature que nous possédons à ce sujet (je ne pourrais même pas la citer, car cela demanderait plusieurs heures), on peut établir facilement que toute l'argumentation se ramène à ceci : les anciennes organisations syndicales sont des organisations contre-révolutionnaires, parce qu'elles ont écrasé la révolution.

Elles prenaient part à toutes les représailles, elles faisaient tout pour étouffer le mouvement révolutionnaire. Il est impossible de conquérir ces syndicats, car la bureaucratie y est trop puissante et trop tenace. Aussi faut-il procéder à la scission et à la création d'une organisation indépendante, formée uniquement des révolutionnaires, qui devra grouper autour d'elle les masses et les entraîner dans le mouvement révolutionnaire. Mais l'assertion que les syndicats resteront à jamais contre-révolutionnaires et qu'on ne peut espérer les conquérir est théoriquement fautive, puisque les syndicats sont le reflet de la classe ouvrière. Et si l'on convenait que 10 millions d'ouvriers resteraient toujours contre-révolutionnaires, il faudrait reconnaître par là même l'impossibilité de la révolution en Allemagne. S'il est impossible de conquérir ces dix millions d'ouvriers, il est superflu de discuter les questions syndicales. Mais si on admet le développement de la révolution en Allemagne, cela ne veut-il pas dire que la classe ouvrière dans sa totalité suit la voie de la révolution ? Ce n'est pas la bureaucratie syndicale, ceux qui sont au sommet du mouvement, les mille fonctionnaires syndicaux, qui feront la révolution. La révolution peut se passer des fonctionnaires, mais cent mille révolutionnaires ne feront rien sans l'appui de la classe ouvrière. Etant donnée la situation actuelle, ce mot d'ordre est non seulement dangereux, il est contre-révolutionnaire. En réalité, nous disons aux ouvriers : « A bas les syndicats ! » Mais la classe ouvrière a perdu des dizaines d'années à construire ses syndicats et ils lui ont rendu parfois des services ; il existe un lien entre l'ouvrier et le syndicat et l'ouvrier considère le syndicat comme un foyer et il s'oppose à notre mot d'ordre : « A bas les syndicats ! » Les masses ouvrières ont créé les syndicats et elles ne veulent point participer à leur destruction.

Notre tâche n'est pas d'arracher aux syndicats les meilleurs éléments et de les organiser à part ; le problème doit être résolu dans ce sens que les éléments militants pénétrés d'esprit révolutionnaire et d'abnégation doivent au contraire être conservés à l'intérieur des syndicats pour y exercer leur activité. Les éléments qui sauront diriger la conscience des masses et maîtriser leurs sentiments seront les seuls maîtres des syndicats. Plus la révolution se développe en Allemagne, plus la classe ouvrière est entraînée dans la lutte révolutionnaire, plus la théorie préconisant la « destruction des anciens syndicats » devient dangereuse pour le mouvement révolutionnaire en Allemagne. La vie même a prouvé l'inefficacité et l'absurdité de cette théorie. Les syndicalistes révolu-

tionnaires français viennent de déclarer formellement leur décision de rester à l'intérieur de la C. G. T., et ils ont derrière eux près de la moitié des syndicats. En Allemagne même, notre point de vue est partagé par 2 millions d'anciens syndiqués. Toute une série de conférences locales et de sections locales se prononcent contre la politique d'Amsterdam, contre la politique de leur centre, se prononcent pour la nécessité d'adhérer à Moscou. Ces faits montrent qu'à l'intérieur des vieilles organisations nous conquérons la masse, ces faits sont la meilleure preuve de la stupidité, de l'abstraction scolastique de la théorie de « la destruction des syndicats ». Les organisations qui avancent ces mots d'ordre sont condamnées à rester toujours, malgré leurs bonnes intentions, en arrière du mouvement syndical, et nos camarades d'Amérique, avec leurs petites organisations, ne feront pas la révolution tant qu'ils n'auront pas avec eux toute la masse ouvrière.

En Allemagne, la situation se complique par le fait que la bureaucratie syndicale n'est nullement disposée à attendre que les communistes révolutionnaires s'emparent des syndicats. Cette bureaucratie s'est mise tout de suite à éliminer des fédérations les syndicats révolutionnaires. Ainsi, on peut observer que les révolutionnaires ardents et les fonctionnaires syndicaux disent la même chose : « communistes révolutionnaires — hors des syndicats ». Le seul fait de cette coïncidence prouve que les camarades qui prêchent la sortie des syndicats ont non seulement le cœur ardent, mais malheureusement aussi des têtes chaudes ; la bureaucratie syndicale chasse des syndicats les éléments révolutionnaires parce que ces derniers présentent à l'intérieur des organisations un ferment révolutionnaire, demandant énergiquement de renoncer à l'esprit corporatif. A l'heure actuelle, un grand nombre d'ouvriers, environ 50.000, sont déjà exclus, parmi lesquels la section de Chemnitz des ouvriers du bâtiment, la section de Stuttgart, etc., etc. C'est le commencement d'une campagne organisée par l'Internationale d'Amsterdam, afin de chasser des syndicats la partie révolutionnaire des ouvriers ; il faut s'opposer, par tous les moyens, à cette campagne ; il faut dire : c'est parce qu'on nous chasse que nous ne voulons pas nous en aller, autrement ce serait faire le jeu de nos adversaires. Car, que poursuivent-ils en chassant 50.000 ouvriers ? Ils chassent la meilleure partie, tout en gardant la masse des ouvriers révolutionnaires. En Allemagne, après les exclusions, un million et demi est encore resté, et ils ne les excluront pas. Dans six mois, nous serons trois millions, et il sera encore plus difficile de nous exclure, et quand nous serons cinq millions, ce sera peut-être nous qui exclurons les réformistes.

Nous n'affirmons point que le syndicat doit rester uni pour toujours. Nous abordons ces questions non pas dans un esprit de fétichisme religieux : ce n'est pas l'habitude des communistes marxistes ; c'est pour nous une question pratique, une question de conformité avec notre but. Nous disons : de même que le mot d'ordre d'union à tout prix n'est pas bon et obligatoire dans tous les cas, de même la scission, coûte que coûte, ne peut pas être notre mot d'ordre. Dans chaque pays — cela dépend des conditions — on peut être pour ou contre la scission ; en Allemagne, en particulier, c'est insensé d'être pour la scission et la sortie des syndicats, parce que ce serait faire le jeu de la bureaucratie syndicale.

LOZOVSKY.

LA SEMAINE

Lundi, 9 juillet. — Acquittement de Judet.
La grève des dockers anglais continue, malgré les leaders syndicaux qui préconisent la reprise.
A Barcelone, les transports sont totalement paralysés par la grève.
A Bruxelles, ouverture du procès des 15 communistes belges.

Mardi, 10. — A la Chambre, discussion du projet Grinda.

A Berlin, 160.000 grévistes dans la métallurgie.
Au Reichstag, la fraction communiste propose la saisie des valeurs réelles.
Les bureaucrates de l'Union des Transports anglais ordonnent la reprise du travail, mais les dockers continuent la grève.
A Folkestone, Congrès des mineurs anglais.

Mercredi 11. — Le Sénat approuve le traité de Washington.

Les négociations de Lausanne auraient abouti à l'abandon des Détroits à l'Angleterre.
La grève des dockers anglais continue. Les grévistes manifestent contre les dirigeants de l'Union des Transports.

La crise franco-anglaise cause de l'inquiétude dans les milieux ouvriers anglais. « La guerre avec la France est plus proche aujourd'hui que la guerre avec l'Allemagne ne l'était en 1911 », a déclaré Robert William.

La grève des métallurgistes berlinois s'est encore étendue.

Fimmen a prononcé un nouveau discours pour l'unité à Aussig (Tchéco-Slovaquie).

Jeudi 12. — La C. E. de la C. G. T. U. adopte la résolution Sémard contre une résolution Lartigue hostile au P. C.

Les mineurs de Cognac-Albi adhèrent à la C.G.T.U.
A la Chambre, vote de 300 millions pour armer la Serbie. Le groupe communiste proteste.

La situation s'aggrave dans la Ruhr qui, à la suite des derniers attentats fascistes, a été complètement isolée.

Par suite de la grève des dockers, le trafic du port de Londres est complètement nul.

La police hongroise découvre un nouveau complot communiste. 80 arrestations.

Vendredi 13. — La majorité du N.A.S. s'étant prononcée pour l'I.S.R., les anarcho-sindicalistes hollandais font la scission.

Devant la faillite de leur comité de grève et de l'Union des Transports, les dockers anglais demandent à Tom Mann de prendre la direction du mouvement.

Au Congrès des Transports anglais, Ben Tillet déclare la guerre inévitable si la France n'évacue pas la Ruhr. « Si la France n'évacue pas la Ruhr, dit-il, il eût été préférable que l'Allemagne gagnât la guerre ».

A Lausanne, rupture des conversations avec les Turcs, ceux-ci maintenant leur demande de retrait des forces navales à Constantinople et dans les Détroits.

Samedi 14. — Sous la pression des royalistes, Poincaré n'a pas libéré Marty.

Le syndicat des peintres de la Seine élimine de son conseil les partisans du C.D.S. et les remplace par des partisans de l'I.S.R.

Le P. C. allemand lance un appel contre le fascisme dont la menace s'accroît.

La grève des métallurgistes berlinois est brisée par les chefs réformistes.

Le Congrès des mineurs anglais décide de demander la journée de six heures et la semaine de cinq jours.

Grève de 24 heures des employés de banque de Madrid pour protester contre l'assassinat du président du syndicat.

Dimanche 15. — En Allemagne, le capitaine Erhardt, chef de l'organisation Consul, s'est évadé de la prison où il était en prévention.

Grève générale des mineurs en Espagne.

Les Anarcho-Syndicalistes hollandais font la scission

Une brève information, publiée par l'*Humanité* du 12 juillet, nous apprend que la fraction anarcho-syndicaliste du N.A.S. (Secrétariat National Ouvrier de Hollande), à la suite d'un referendum qui s'est prononcé pour l'adhésion à l'I.S.R., a décidé de se retirer de cette Centrale.

La position scissionniste prise par les anarcho-syndicalistes hollandais, qui sont en plein accord avec « l'Internationale de poche » de Berlin, à laquelle adhèrent nos C.D.S. français, montre quel souci ils ont de l'unité syndicale et quelle conception sectaire du syndicalisme les anime.

En attendant la réception de renseignements plus complets que nous avons demandés au camarade Bouwmann, secrétaire de la Fédération des travailleurs des transports hollandais, il est utile de rappeler les diverses positions prises par le N.A.S. vis-à-vis de l'I.S.R. entre le 1^{er} et le 2^e Congrès.

**

En décembre 1920, les camarades Lansink et Bouwmann représentaient le N.A.S. à la conférence convoquée à Berlin par les localistes allemands pour la constitution d'une Internationale anarcho-syndicaliste en opposition à l'I.S.R. Là, Lansink prit, vis-à-vis de l'Internationale Syndicale Rouge, une attitude d'opposition irréductible, et s'associa à toutes les injures lancées contre la Révolution russe par les localistes. Bouwmann, au contraire, appuyait le point de vue de la délégation française des C.S.R. pour le ralliement à Moscou et la participation au 1^{er} Congrès.

Une délégation, dont faisait partie Bouwmann, participa au 1^{er} Congrès de l'I.S.R., mais sans mandat pour donner une adhésion définitive. A l'issue du Congrès, la délégation déclarait qu'à son retour en Hollande, elle insisterait pour l'adhésion immédiate et exprimait le ferme espoir que le N.A.S. rallierait l'I.S.R. dans un temps très rapproché.

En mars 1922 se tenait un Congrès extraordinaire du N.A.S. où fut posée la question d'adhésion. Trois résolutions furent déposées : une de la Fédération des transports proposant l'adhésion immédiate tout en demandant la révision des statuts établissant la liaison organique avec l'I.C.; une de la Fédération du Bâtiment repoussant l'idée de constitution d'une Internationale anarcho-syndicaliste, déclarant l'adhésion à l'I.S.R. seule possible, mais subordonnant cette adhésion à l'annulation des paragraphes des statuts adoptés au 1^{er} Congrès prévoyant le noyautage et l'échange de représentants avec l'I.C. La troisième résolution, déposée par Lansink, déclinait l'adhésion à l'I. S. R. et proposait la fondation d'une Internationale syndicaliste sur la base des résolutions de la conférence de Berlin.

La résolution du Bâtiment fut adoptée par 125 voix contre 99 à la résolution des Transports.

Les partisans de Berlin étaient donc battus, et l'adhésion à l'I.S.R. ne dépendait plus que des décisions que prendrait le 2^e Congrès sur la question de la liaison organique.

Mais, conformément à une coutume, un referendum fut lancé après le Congrès parmi les adhérents, sur les trois résolutions présentées. Et ce fut la motion Lansink (constitution d'une Internationale anarcho-syndicaliste) qui l'emporta, par 5.826 voix contre 4.458 à la motion d'adhésion des Transports. *Battus mais disciplinés, Bouwmann*

et ses amis déclarèrent se soumettre à la majorité, tout en se réservant le droit de poursuivre leur propagande pour devenir majorité et obtenir ultérieurement l'adhésion à l'I.S.R.

Lansink et ses amis, au contraire, dès que furent connus les résultats du referendum, posèrent la question d'exclusion non seulement des communistes, mais de tous les partisans notoires de l'I.S.R. (1). Ils durent renoncer à leur projet scissionniste, car ils auraient dû exclure toute la Fédération des Transports (8.000 membres) qui, avec le Bâtiment (8.500), était la plus forte des Fédérations adhérentes au N.A.S.

A noter que sur 30.700 adhérents 10.576 seulement avaient participé au referendum.

**

Après le 2^e Congrès de l'I. S. R. décidant l'abrogation des paragraphes des statuts prévoyant la liaison organique, il était évident que la question d'adhésion se reposerait automatiquement devant le N. A. S.

Entre temps, Lansink s'était vu refuser le mandat de participer à la nouvelle Conférence de Berlin qui mit debout (si l'on peut dire), l'Internationale anarcho-syndicaliste, ce qui était un symptôme des progrès faits dans le N. A. S. par les partisans de Moscou.

L'adhésion de la C. G. T. U. au 2^e Congrès n'a certainement pas manqué d'activer les progrès de la tendance de l'I. S. R. dans le N. A. S.

Un nouveau referendum s'est prononcé pour l'adhésion. Mais une grosse partie des adhérents du N. A. S. négligea d'y participer, et une minorité assez importante se prononça pour Berlin en manifestant l'intention de se retirer de la Centrale syndicale révolutionnaire hollandaise plutôt que d'adhérer à Moscou.

Pour éviter le morcellement de la Centrale, le Bureau de l'I. S. R. adressa immédiatement au Secrétariat une déclaration par laquelle, pour conserver l'unité, il proposait à ses partisans *de remettre à plus tard l'adhésion organique du N. A. S. à l'I. S. R.*

Mais alors que le Bureau Exécutif de l'I. S. R. montrait quel souci d'unité l'anime, les partisans hollandais de Berlin, sectaires forcenés, n'ont pas eu les mêmes scrupules.

Les renseignements que ne manquera pas de nous adresser notre camarade Bouwmann nous permettront de situer exactement, dans un prochain numéro, l'attitude des anarcho-syndicalistes scissionnistes hollandais.

V. GODONNECHE.

(1) Pour se faire une idée de la conception étriquée qu'ont les anarcho-syndicalistes hollandais du syndicalisme, citons cette résolution déposée par Lansink à la conférence bi-annuelle du N. A. S. en septembre 1922 : « La tactique du noyautage est absolument inadmissible dans le mouvement syndical indépendant. Chaque syndiqué participant au noyautage agit à l'encontre des principes d'organisation et des intérêts du mouvement syndical indépendant. Nul parmi les membres des organisations adhérentes au Secrétariat ne peut participer au noyautage sous peine d'exclusion, à moins d'une rétractation. »

On voit que, sur ce point, l'accord est complet entre anarcho-syndicalistes et nos amsterdamistes français. Qu'en pensent nos camarades du Bâtiment qui viennent de condamner les « commissions syndicales » ?

Une résolution de l'Exécutif élargi de l'I. C. sur la Question Syndicale

Durant ces derniers mois s'est accomplie dans l'aile réformiste du mouvement ouvrier une importante évolution. Elle s'exprime par ceci que, dans l'Internationale d'Amsterdam, il s'est formé une aile gauche qui veut, avec les syndicats russes et par eux avec l'I.S.R. et les organisations y adhérant, faire le front unique.

Cette tendance s'est manifestée le plus clairement à la conférence internationale des ouvriers des transports, où les organisations de l'Internationale d'Amsterdam et celles de l'I.S.R. firent bloc pour combattre le danger de guerre et de réaction fasciste.

Cette même tendance s'est manifestée ensuite dans l'accord entre la Fédération Internationale et la Fédération russe des métaux et dans plusieurs autres tentatives analogues dans d'autres Fédérations Internationales.

Cette évolution a deux causes :

- a) La banqueroute de la politique de l'Internationale d'Amsterdam ;
- b) Les progrès de l'esprit révolutionnaire des masses, par suite de notre tactique de conquête des syndicats et du front unique.

La banqueroute de la tactique réformiste se montre dans le fait que les syndicats ont été hors d'état de résister vraiment à l'offensive du capital et d'empêcher l'aggravation progressive de la situation économique du prolétariat. Elle s'est surtout manifestée au moment du conflit de la Ruhr où les syndicats réformistes ont été aussi peu capables qu'en 1914 d'opposer à la politique de rapine capitaliste et à la guerre impérialiste une lutte de classes implacable.

Dans cette situation, la lutte des communistes pour le front unique des syndicats en vue d'actions communes avec les travailleurs de toutes tendances devait montrer que de tous les partis ouvriers, seul le Parti communiste menait une lutte véritable contre l'asservissement des travailleurs.

La nouvelle situation pose devant tous les partis communistes la question de savoir comment la tactique fixée par les congrès de l'Internationale Communiste pourra continuer à être appliquée.

La seule propagande pour le front unique ne suffit plus à présent ; il faut montrer à chaque ouvrier les causes du front unique, la façon de l'organiser et les méthodes de lutte ouvrière applicables dans le front unique.

Il faut donner à chaque ouvrier une idée claire de ce que nous entendons par front unique, de la façon dont nous entendons sa

formation et de ce que tous les ouvriers et chacun d'eux auront à faire dès que le front unique sera formé.

Le front unique doit avoir une base matérielle dans des comités communs adaptés au lieu, au temps et aux circonstances.

L'élaboration de programmes d'action concrets par industrie et par région doit être la tâche la plus importante d'un avenir prochain.

Notre lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale doit surtout sortir des usines, car c'est là que l'ouvrier sent le plus la nécessité du front unique.

Il s'est vérifié que les conseils d'usines sont les organes les plus appropriés du front unique. C'est pourquoi dans les pays où n'existent pas encore de conseils d'usines, les communistes doivent lutter pour la création de conseils d'usines ; là où ils existent déjà, ils doivent lutter de toutes leurs forces pour faire progresser leur esprit révolutionnaire et élargir leurs droits.

Le transport du centre de gravité de l'action dans les usines et la lutte pour la création de conseils d'usines ne signifie pas que ceux-ci doivent en tant qu'organisation remplacer les syndicats. Une telle conception conduirait à un affaiblissement ouvrier et doit être catégoriquement combattue. Elle affaiblirait notre lutte pour la conquête des syndicats et la transformation de ces derniers en syndicats d'industrie et livrerait les Fédérations aux chefs réformistes actuels.

Dans les pays où les ouvriers appartiennent à différentes nationalités et races, les communistes doivent lutter pour que les ouvriers de toutes nationalités et de toutes races adhèrent à un seul et même syndicat. Mais dans cette lutte contre les préjugés nationaux des ouvriers, le Parti communiste doit combattre plus résolument encore les éléments qui, exploitant les mots d'ordre internationaux, empêchent le libre développement des nationalités opprimées.

Là où les masses ouvrières souffrent encore des suites d'une haine nationale séculaire, les communistes doivent, en cas de conflit entre ouvriers de différentes nationalités, si petit que soit ce conflit, agir avec la plus grande prudence, le moindre conflit pouvant être la cause d'un réveil des luttes nationales entre ouvriers, c'est-à-dire d'une profonde division des éléments révolutionnaires.

La politique de scission que les syndicats réformistes continuent, doit se heurter à une

opposition résolue (Propagande, agitation, mesures d'organisation, etc.).

En cas d'exclusion de groupes d'ouvriers et de syndicats entiers, les organisations exclues doivent se grouper et il y aura lieu de tout tenter pour les faire réintégrer. En aucun cas, les éléments d'opposition sympathisant avec les exclus doivent quitter les anciens syndicats.

Dans les pays où existent deux mouvements parallèles, le mouvement réformiste et le mouvement révolutionnaire (France, Tchéco-Slovaquie, Espagne, etc.), les syndicats exclus des organisations réformistes doivent rejoindre les syndicats révolutionnaires. Par contre, les militants individuellement exclus doivent exiger leur admission au syndicat réformiste, aussi longtemps que cela paraît être utile au mouvement ouvrier révolutionnaire.

Le Comité Exécutif de l'I.C. invite toute la classe communiste à suivre avec plus d'attention la vie et l'action des syndicats, à éclairer l'attitude des syndicats révolutionnaires, des minorités et des fractions d'opposition et à mettre systématiquement en valeur toutes les expériences accomplies sur le terrain de la politique et de l'organisation. La plus grande attention doit être portée sur la création d'une littérature syndicale d'agitation et de propagande. Les partis communistes doivent régulièrement envoyer à l'Exécutif des rapports sur l'activité de leurs fractions syndicales, afin que le mouvement international bénéficie des expériences de chaque pays.

Chaque membre de l'I.C. doit adhérer à son organisation syndicale et militer dans la fraction communiste, éventuellement, dans le mouvement d'opposition révolutionnaire. L'activité des communistes dans les syndicats doit être conforme aux principes et aux décisions de l'Internationale Syndicale Rouge. Les sections de l'Internationale Communiste ne doivent rien négliger pour unir dans l'Internationale Syndicale Rouge tous les travailleurs syndiqués du monde.

Prenant connaissance, avec satisfaction, des accords conclus entre les ouvriers des transports et les métallurgistes, l'Exécutif élargi invite tous les partis communistes à soutenir toutes les tentatives de formation d'un front unique dans le mouvement syndical et de rétablissement de l'unité dans les pays où le mouvement syndical a été scindé ; il les invite à combattre avec la plus grande énergie toutes les tentatives de sabotage des accords déjà conclus entre des syndicats des diverses tendances. Les partis communistes doivent soutenir l'initiative des ouvriers des transports et tout faire pour étendre des accords analogues à d'autres industries, préparant ainsi l'unité organique du mouvement syndical international.

Coups de Faucille

LEUR SYNDICALISME. — A la séance du 11 juillet du Comité général de l'U. D. de la Seine, il était question de réglementer l'action des syndicats pour l'augmentation des salaires et pour la journée de huit heures.

Au vote, la minorité, représentée par Ferré, Philippe et Lechapt, « s'opposa au projet présenté par la C. E. parce que s'efforçant de centraliser l'action à engager et aussi parce que préconisant le front unique chaque fois qu'il est rendu nécessaire ».

Nos camarades de l'opposition se sont-ils jamais demandé s'il était possible d'être à la fois syndicaliste, unitaire et contre le front unique ?

CHEZ LES « COMMUNISTOPHOBES ». — Broutchoux est content, très content.

Dans l'*Égalité* de la semaine dernière, il souligne les progrès faits dans quelques organisations par la phobie du Parti.

Le fait est que les manœuvres de Frossard, et les cris de putois de tous les ambitieux déçus du P. C. U. et du C. D. S. ont réussi à donner la fièvre à quelques syndicats.

Mais ne t'agite pas, Benoît ! La fièvre tombera. Les bons bougres finiront par y voir clair.

UN SALAUD. — Au sujet de la grâce de Marty, on lisait, samedi, dans le journal du soir qui salit le mot « Liberté » :

« ...C'eût été un scandale intolérable que, dans ce jour de fête patriotique, où doivent s'exalter les seuls sentiments d'honneur et de devoir, le gouvernement ait capitulé devant les menées communistes. Nous ne nous lasserons jamais de le répéter : quand un traître se fait gloire de sa trahison, il ne peut espérer aucune mesure de clémence. »

Le salaud doublé d'un policier qui a écrit cela signe C. A. Souhaitons qu'un jour prochain nous ayons la faculté de lui en demander compte.

UNE BROCHURE SENSATIONNELLE
Petite Bibliothèque de l'Internationale
Syndicale Rouge. — N° 6

EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale
Internationale

Secrétaire de la Fédération Internationale
des Transports

VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article « Janvier terrible » (1^{er} février)

— Discours en Allemagne (8 février) —

Discours en Tchéco-Slovaquie (15 mai)

Article « Ce qui seul est nécessaire »
(15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure ; 0 fr. 50. Le cent : 40 francs.

Adresser dès maintenant les commandes à la
« Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes,
Paris (X^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120,
rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes »,
144, rue Pelleport, Paris (XX^e).

Le Mouvement Syndical et les "Autonomistes"

« Nous sommes pour l'indépendance et l'autonomie absolues du syndicalisme ! »

Que voilà une formule rabachée et galvaudée depuis quelques années ! Que de fois nous l'avons entendue sortir de la bouche de camarades qui, quelques heures après, se chargeaient eux-mêmes d'y apporter le plus formel démenti !

Quand les anarchistes cherchent à faire prévaloir leurs idées dans le mouvement syndical (fédéralisme, antifonctionnarisme, antiétatisme, etc.), respectent-ils l'autonomie syndicale ? Je veux bien le croire. Mais alors qu'ils ne crient pas à la subordination, à la violation de l'autonomie, quand les communistes, de leur côté, préconisent le centralisme et la dictature transitoire du prolétariat.

Quand MM. les anarchistes ou résistants crient au syndicalisme en danger, n'est-ce pas parce qu'ils désirent eux-mêmes en prendre la direction ?

Qui parle le plus d'autonomie ? Sur le plan national, les politiciens S. F. I. O. et P. C. U., ainsi que les dirigeants de la C. G. T. Lafayette. Et sur le plan international, nous voyons Oudegeest, de la F. S. I. d'Amsterdam, se rencontrer, à Hambourg, avec les social-démocrates de la 2^e Internationale et déclarer que l'accord est parfait entre Internationale politique et Internationale syndicale réformiste.

En créant l'Internationale anarcho-syndicaliste de Berlin, les anarchistes ont-ils fait une manifestation d'autonomie absolue ? Farceurs !

Quand tous ces gens-là : S. F. I. O., P. C. U., C. D. S., anarchistes, reprochent à l'Internationale Syndicale Rouge et à l'Internationale Communiste de vouloir l'accord le plus étroit entre les forces syndicales et communistes, pour lutter contre le capitalisme mondial, ils ne font pas autre chose que chercher à attirer dans l'orbite de leurs partis le mouvement syndical. Ils feignent de croire à l'autonomie absolue, alors qu'elle n'eut jamais de pires contempteurs qu'eux-mêmes.

Socialistes et syndicalistes réformistes, dans tous les pays, s'entendent pour faire triompher leur programme. Les anarchistes, affublés d'un faux-nez syndicaliste, en font autant. C'est leur droit. Mais c'est le droit aussi des syndiqués rouges et des communistes, qui se recrutent, autant que les premiers, dans la classe ouvrière.

Quand nos adversaires prétendent diviser le problème social en questions économiques et politiques, nous nous permettons de leur rappeler que la loi bourgeoise sur les syndicats limite justement leur capacité aux seules questions professionnelles, et que ce n'est pas là un pur hasard.

La situation est claire. Malgré les efforts des coupeurs de cheveux en quatre, qui dessèchent le mouvement syndical, les travailleurs ont le choix entre les mouvements politique et syndical réfor-

mistes (qui ne font qu'un et dont l'anarcho-syndicalisme n'est qu'une forme) et le mouvement communiste et syndical révolutionnaire, qui ne peuvent être forts l'un sans l'autre. En fin de compte, la grande masse des travailleurs choisira le dernier, car la raison et les nécessités de la lutte de classe finiront bien par l'emporter.

A. BOUGHÉ.

P.-S. — Des camarades demandent comment nous comprenons l'autonomie syndicale et les tendances. Nous répondons ceci : les tendances peuvent bien se réunir à part, en fin de compte, les assemblées générales des syndicats, les congrès des fédérations, unions départementales, la C. G. T. U., sont là pour accepter ou repousser les propositions qui se font jour. Et tant qu'il en est ainsi, l'autonomie syndicale n'est pas violée, l'organisation syndicale reste souveraine. — A. B.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

3^o La copie destinée au « Mouvement Syndical » à V. Godonnèche, Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.